

THÈSE DE
PARIS.

1891

N^o. 57.

UNIVERSITÉ DE FRANCE — ACADÉMIE DE PARIS

ESQUISSE HISTORIQUE
SUR LA
DISCIPLINE DES ÉGLISES DU DÉSERT

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Pour obtenir le grade de bachelier en théologie

Et soutenue publiquement le Lundi 13 Juillet 1891, à 3 heures

PAR

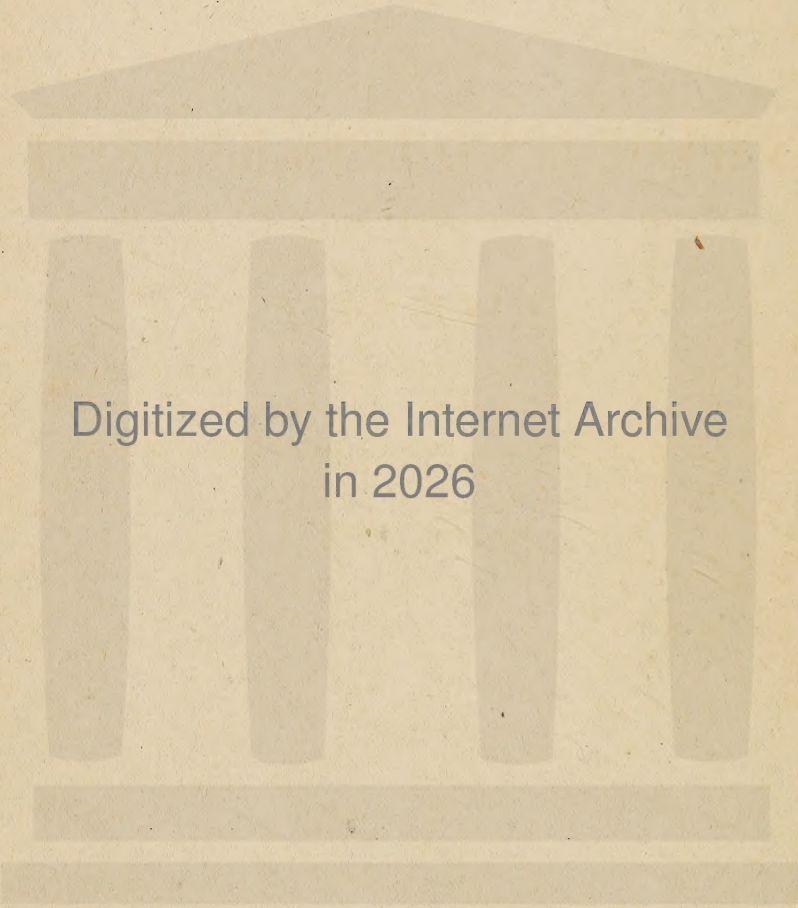
TH. GUIBAL

PARIS

IMPRIMERIE MOQUET

11, RUE DES FOSSÉS-SAINT-JACQUES, 11

1891



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE FRANCE — ACADÉMIE DE PARIS

ESQUISSE HISTORIQUE

SUR LA

DISCIPLINE DES ÉGLISES DU DÉSERT

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Pour obtenir le grade de bachelier en théologie

Et soutenue publiquement le Lundi 13 Juillet 1891, à 3 heures

PAR

TH. GUIBAL

ACAD.
GD. BAT.
BIBL.

PARIS

IMPRIMERIE MOQUET

11, RUE DES FOSSÉS-SAINT-JACQUES, 11

1891

FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Examineurs de la soutenance :

M. BONET-MAURY, Président de la soutenance.

MM. BONET-MAURY,	}	Examineurs.
STAPPER,		
LICHTENBERGER,		

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

BIBLIOGRAPHIE

Ed. Hugues, *Les Synodes du Désert*, Paris, 1885.

Ed. Hugues, *Histoire de la restauration du protestantisme en France*, Paris, 1875.

Ch. Coquerel, *Histoire des Eglises du Désert*, Paris, 1841.

O. Douen, *Les premiers pasteurs du Désert*, Paris, 1879.

N. Peyrat, *Histoire des pasteurs du Désert*, Paris, 1842.

Manuscrit d'Antoine Court, Bibliothèque du protestantisme français.

C. Dardier, *Paul Rabaut, ses lettres à Antoine Court*, Paris, 18 .

J.-P. Hugues, *Histoire de l'Eglise réformée d'Anduze*, Paris, 1864.

A. Borrel, *Histoire de l'Eglise réformée de Nîmes*, Toulouse, 1856.

G. de Felice, *Histoire des Synodes nationaux des Eglises réformées de France*, Paris, 1864.

TABLE DES ABRÉVIATIONS

S. N.	Synode national.
S. P.	Synode provincial.
Règl. Clar.	Règlement Claris.
Règl. des B. Cév.	Règlement des Basses Cévennes.
B. Cév.	Basses Cévennes.
Htes Cév.	Hautes Cévennes.
Lang.	Languedoc.
B. Lang.	Bas Languedoc.
Ht Lang. , .	Haut Languedoc.
Viv.	Vivarais.
Thier.	Thierache.
Pic.	Picardie.
Cambr.	Cambrésis.
Orl.	Orléanais.
Ber.	Berry.
Rouer. . . ,	Rouergue.
Poit.	Poitou.
Saint. ,	Saintonge.
Ang.	Angoumois.
Bord.	Bordelais.
Pér.	Périgord.
Montalb.	Montalbanais.
Dauph.	Dauphiné.

INTRODUCTION

L'édit de 1685 qui révoquait l'édit de Nantes laissait aux pasteurs de l'Eglise réformée de France quinze jours pour abjurer ou sortir du royaume. Passé ce temps, ils ne devaient plus rien attendre de la clémence royale. Beaucoup cédèrent à la peur. Peut-être aussi ne crurent-ils plus leur ministère possible et, tout en se faisant d'amers reproches, ils prirent la route de l'exil. On les a appelés les pasteurs apostats. D'autres, plus courageux, ne croyant pas devoir abandonner leurs troupeaux dans d'aussi tristes journées, et faisant à l'Eglise le généreux sacrifice de leur vie, continuèrent à prêcher l'Évangile en attendant la mort. Ce furent ceux qui laissèrent cette liste sanglante de martyrs où se lisent les noms de Fulcran Rey et de Claude Brousson.

Vers l'année 1700 les Eglises furent sans pasteurs, l'exil ou le martyre les leur avait à peu près tous enlevés. A peine quelque prédicant obscur osait-il tenir la campagne et convoquer de nuit quelque assemblée. Livrés à eux-mêmes et sans cesse harcelés par leurs persécuteurs, les malheureux religionnaires ne savaient plus que devenir.

Les Réformés du Nord courbèrent la tête sous l'orage, mais ceux du Midi, poussés à bout par les cruautés de l'intendant du Languedoc, Lamoignon de Bâville, se révoltèrent et prirent les armes. Ce fut l'insurrection des Camisards. Pendant deux années les âpres montagnes des Cévennes et du Vivarais furent le théâtre d'une guerre sans merci. Les Cévenots, qui n'étaient pourtant qu'une poignée, tinrent tête aux milices royales, qui maintes fois durent fuir devant eux, et, bien qu'accablés par le nombre, trahis de tous côtés, manquant de tout, ils préférèrent la mort en défendant leurs foyers menacés et leur liberté de conscience à la tranquillité au prix d'une abjuration.

Tant que dura cette période agitée, les assemblées furent fréquentes. C'était presque en sûreté qu'on les pouvait tenir au fond des gorges perdues de la montagne où les dragons du grand roi ne s'aventuraient guère. Là accouraient, malgré les dangers et les fatigues, des centaines de huguenots avides d'une parole de consolation et d'espérance. Enflammés par les récits de leurs prophètes, qui annonçaient le jour des vengeances de Jéhova contre l'Antechrist et la chute de la grande Babylone, ils croyaient eux aussi que des jours meilleurs allaient luire pour eux. Leurs assemblées, quand elles n'étaient pas dispersées par la brusque apparition des soldats, se terminaient dans un enthousiasme et une exaltation difficiles à décrire. Puis ils se séparaient en chantant leur psaume des ba-

tailles, et pour aider à la ruine des impies et satisfaire leur vengeance, ils allaient immoler quelque prêtre aux mânes de leurs martyrs.

La guerre des Camisards ne pouvait durer longtemps. Quand les deux hommes qui l'avaient si bien conduite, Cavalier et Roland, eurent disparu, l'un se laissant éblouir par les promesses de Bâville, l'autre succombant à la trahison, elle fut terminée. Plusieurs tentatives de soulèvement eurent lieu, aucune ne réussit.

Pour les Eglises réformées cette guerre eut des conséquences désastreuses. Elle favorisa l'illuminisme et l'anarchie. Aux assemblées recueillies et humiliées sous le coup qui les frappait, elle substitua les réunions tumultueuses où des femmes et des filles malades, se disant conduites par l'Esprit, annonçaient au milieu de convulsions et de sanglots le triomphe prochain des enfants de Dieu. Dès lors il n'y eut plus pour discipline que le caprice de ces prétendues inspirées. L'Eglise réformée de France semblait devoir s'éteindre ainsi misérablement. Tout conspirait contre elle. Au dehors la persécution avec toutes ses horreurs, les édits enlevant aux protestants leurs dernières libertés, leur interdisant de sortir du royaume sous peine des galères ou des couvents, confisquant leurs biens, les obligeant à faire bénir leurs mariages et baptiser leurs enfants par le prêtre, et, souvent même, leur arrachant ces enfants des bras, pour les élever dans la haine de la religion des pères. Une complainte du temps dit d'une

façon singulièrement éloquente tout ce qu'ils eurent à endurer.

Nos filles dans les monastères,
Nos prisonniers dans les cachots,
Nos martyrs dont le sang se répand à grands flots,
Nos confesseurs sur les galères,
Nos malades persécutés,
Nos mourants exposés à plus d'une furie,
Nos morts trainés à la voirie,
Te disent nos calamités.

Au dedans : le fanatisme qui avait violemment rompu les traditions de l'Eglise ; le manque presque absolu de pasteurs et d'anciens ; l'absence de toute autorité et de toute discipline.

A ce moment paraît Antoine Court, « Qui pourra dépeindre, écrit-il lui-même dans un mémoire, l'état où se trouvait à cette époque la religion en France. A peine en connaissait-on quelques traces. La persécution d'un côté, l'ignorance et le fanatisme de l'autre, l'avaient entièrement ou anéantie ou défigurée. Le plus grand nombre de ceux qui conservaient dans leurs cœurs le plus d'attachement pour elle démentaient et déshonoraient cet attachement par leur conduite extérieure. Ils tenaient pour ainsi dire d'une main l'Evangile et de l'autre l'idole. Pendant la nuit ils rendaient à Dieu dans leurs maisons un culte secret et pendant le jour ils allaient publiquement à la messe. Quels soins ne fallut-il pas pour les retirer d'une conduite

au si déshonorante et si contraire aux maximes de l'Evangile. » Disons quelque chose de ces soins et de ces efforts qui remplirent la vie d'Antoine Court.

Né à Villeneuve-de-Berg, il perdit son père jeune encore. Sa mère, veuve avec trois enfants, s'occupait n'importe de lui avec la plus grande sollicitude. Elle le conduisit chez le régent du village pour qu'il pût acquérir quelque savoir, et elle recommanda, nous dit Court dans ses mémoires, « de ne pas lui épargner le fouet s'il manquait à son devoir ». Bientôt le jeune Court en sut autant que son maître. Il eût bien voulu en apprendre plus long, mais ceux qui auraient pu l'instruire étaient trop bons catholiques pour qu'il se fût bien trouvé chez eux. Pendant ces années d'études, il avait goûté les premières amertumes de la persécution : ses camarades, sachant qu'il était protestant, le tourmentaient et l'appelaient par dérision « fils aîné de Calvin ». Loin de voir là une injure, le jeune réformé était fier de porter ce nom. Aucune horreur n'égalait celle qu'il avait pour la messe et il eût préféré mourir mille fois que de franchir le seuil d'une Eglise catholique.

A cette époque, la mort d'un clerc de curé le fit hériter, on ne sait trop comment, d'un petit opuscule intitulé : « La dispute d'un berger avec son curé, » qui l'affermait encore plus dans la haine des prêtres et dans l'amour de sa religion. Il s'aperçut aussi que sa mère sortait parfois la nuit à la dérobée. Il eut quelque

soupçon qu'elle se rendait aux assemblées. Un soir il la suivit et assista avec elle à une de ces pieuses réunions où les fidèles allaient puiser les forces dont ils avaient tant besoin. Court en fut enthousiasmé, et désormais, il se tint au courant de toutes celles qui avaient lieu pour s'y rendre. Dans son zèle, il écoutait avidement ces prophétesses qu'il devait plus tard combattre avec tant d'énergie.

Un prédicant, Brunel, lassé et découragé de sa vie aventureuse et pleine de dangers, passa à Villeneuve-de-Berg. Il communiqua au jeune homme son projet de passer à l'étranger. Court accepta de partir, mais avant de quitter la France ils allèrent parcourir les montagnes du Vivarais et y tinrent des assemblées. Encouragé par ses premiers débuts, Court renonça à son voyage en Suisse, préférant rester au milieu de ses frères affligés. On commençait à le connaître et à l'apprécier. C'est alors qu'il songea à réorganiser complètement les Eglises et qu'il ébaucha le plan que bientôt il devait mettre à exécution avec un si grand succès.

Son premier effort fut d'arracher les fidèles à cet état de torpeur et d'abattement qui les mettait presque sans défense à la merci des persécuteurs. Il envoya de tous côtés ce qui restait encore de prédicants, leur recommandant pour relever les Eglises de faire nommer des anciens, de former des consistoires et de raviver par leur prédication le zèle des réformés. Lui-même

prêcha d'exemple. Le 21 août 1715 avait lieu dans une carrière isolée près du village de Monoblet (Gard), la première réunion synodale. Prédicants et laïques, ils n'étaient que neuf. Ils arrêterent un premier projet de Discipline qui ne fut qu'une ébauche que les synodes du Désert furent appelés chaque année à augmenter.

Dès ce moment, les Eglises commencèrent à sentir qu'une main ferme, une volonté énergique les dirigeait. Elles se reprirent à espérer des temps meilleurs et, quoique bien faiblement, secondèrent les efforts des prédicants. Anciens et consistoires furent rétablis, les provinces divisées en quartiers, et en même temps furent organisées, avec toutes les mesures de prudence que nécessitaient ces temps de persécution, les assemblées du Désert. Les premiers articles de la Discipline vinrent alors rappeler aux fidèles craintifs que, pas plus qu'on ne peut servir deux maîtres, on ne peut servir deux Eglises.

Partout où la rage des persécuteurs avait encore laissé des cœurs réformés, le protestantisme relevait la tête.

Le plus considérable des obstacles contre lesquels Court eut à lutter fut le prophétisme. Durant la guerre des Camisards, il avait pris avec des proportions inquiétantes une étonnante autorité. Quel tact ne fallait-il pas pour détourner les foules de ces prédications exaltées? Court ne réussit pas toujours, mais il battit en

brèche avec tant de persévérance les prétendus inspirés, que bientôt ceux-ci durent disparaître.

Ce qu'il faisait pour le Languedoc et les Cévennes, Jacques Roger le fit pour le Dauphiné.

Court n'était pas ordonné ministre, c'était pour lui une lacune qu'il ne tarda pas à combler. Un de ses amis, Corteiz, se rendit en Suisse et reçut l'ordination à Genève; de retour en France, il consacra son collègue. Devenu ministre régulier, celui-ci continua ses courses à travers les Cévennes et le Languedoc, pouvant à peine suffire aux appels qu'on lui adressait. Il avait réveillé les Eglises, il lui restait à les organiser plus complètement, à les mettre en garde contre les excès d'une piété malade et à prévenir les abjurations. Il se consacra tout entier à cette œuvre.

L'avenir le préoccupait. Les Eglises auraient-elles plus tard des pasteurs lorsque ceux du moment présent ne seraient plus? Grave question à laquelle il ne savait trop que répondre et qui dut singulièrement le tourmenter tant qu'il n'y eut pas donné de solution. Il ne fallait pas songer à fonder en France une école pour former les futurs ministres, mais la Suisse n'était pas fort éloignée : c'est là qu'il pouvait l'organiser. Court s'y rendit et créa le séminaire de Lausanne. L'avenir des Eglises était assuré. Elles ne tardèrent pas, en effet, à bénéficier de cette heureuse institution. Bientôt chaque province put avoir son ou ses pasteurs, et de toutes parts dans le Vivarais, au pays de Foix et de

Béarn, dans le Montalbanais, la Guienne, le Poitou et la Normandie, les Eglises reprirent vie.

Tranquille de ce côté, Court reprit son périlleux labeur. Plus tard il retourna à Lausanne d'où il s'occupa toujours avec une extrême sollicitude de ses chères Eglises, entretenant avec elles une correspondance considérable et écrivant pour elles plusieurs ouvrages.

Bientôt il eut la douleur de perdre sa femme bien-aimée. L'épreuve fut grande et probablement elle entraîna cette longue maladie qui remplit d'amertume ses derniers jours. Les nouvelles de France apportèrent seules un peu de joie dans sa grande douleur, car elles lui parlaient du développement et des progrès des Eglises qu'il avait tant aimées.

Nous n'avons rien dit des collaborateurs d'Antoine Court, à peine avons nous cité les noms de Roger et de Corteiz. Ce sujet nous entraînerait trop loin. Nous voudrions pourtant rapporter quelques fragments des lettres reçues par Court qui peignent avec une naïveté charmante ces prédicants du désert.

Il écrit (1), à propos d'une lettre d'un prédicant, M. Roux : « Monsieur Roux conclut par demander... si le Pape Urbain n'est pas le premier qui ait fait prier pour les morts et par là même inventé le purgatoire ; qu'il l'a avancé dans une compagnie, mais qu'il n'a pas osé l'affirmer. »

(1) Manuscrit de la Bibliothèque de l'histoire du Protestantisme français.

Il écrit encore, à propos d'un autre prédicant : Durand : «... il me dit ensuite qu'outre la tâche que je lui ai prescrite, M. Roger lui a donné 32 articles de théologie sur lesquels il doit se préparer et deux textes sur lesquels il doit composer deux discours...aucasque vous ne me trouviez pas capable, je suis résolu à demander mon congé pour aller où je pourrais tenter de me rendre capable. »

Voilà quels étaient ceux qui aidèrent Court dans sa grande œuvre. Pleins de foi, de courage et de zèle, mais aussi pleins d'humilité et de défiance d'eux-mêmes, ce furent ces obscurs serviteurs de Dieu, qui sauvèrent le protestantisme en des jours où il fut si près de sombrer.

A Antoine Court succéda Paul Rabaut. Comme son illustre prédécesseur ce fut dès sa plus tendre jeunesse qu'il voulut entrer au service des Eglises sous la croix. Ce n'était point qu'il ignorât les dangers de la vie du prédicant. Son père, protestant zélé de la ville de Bédarieux, avait coutume de recevoir chez lui les ministres qui traversaient le pays et bien souvent le jeune Rabaut avait entendu raconter les périls sans nombre, les découragements et les lassitudes de ces serviteurs de Dieu. Ces récits ne refroidissaient pas son ardeur, et bientôt il quittait la maison paternelle pour commencer son rude apostolat. Rien ne saurait mieux exprimer les sentiments du jeune ministre, ni mieux dire le sacrifice qu'il avait fait de lui-même, que cette

phrase d'une lettre qu'il adressait à l'intendant du Languedoc, Lenain : « Je me regarde comme une victime dévouée à la mort » et que la légende gravée sur le cachet dont il sceillait ses lettres : « Né à pâtir et à mourir. »

Après un très court ministère dans l'Eglise de Nîmes, et pour compléter ses connaissances théologiques, il se rendit au séminaire de Lausanne. Là, il connut Antoine Court avec lequel il se lia d'une douce et solide affection. Rabaut voulut appeler Court son maître, mais ce dernier n'y consentit jamais, et dès lors, dans toutes ses lettres, Rabaut l'appela aimablement : « Mon tout cher ami. » Quoi qu'il en soit, l'un était bien le maître et l'autre le disciple. Relever l'Eglise par le rétablissement de l'ordre et de la discipline avait été l'œuvre de Court, ce fut aussi celle de Rabaut.

Revenu dans son Eglise de Nîmes, il n'eut d'autres soin que de prêcher aux fidèles la paix et la soumission, d'assurer les autorités du profond respect que les protestants avaient de la loi et d'adresser à ces mêmes autorités de touchants et généreux appels en faveur de ses frères opprimés.

Pour assurer le respect de la loi, il ne craignit pas de s'opposer à ceux qui voulaient délivrer leur jeune ministre Désubas qu'on traînait au martyre, et pour cela il fallait un singulier courage.

Par amour et par pitié pour les persécutés, il ne

perdit aucune occasion d'adresser en haut lieu ses émouvantes suppliques. François Rochette, Calas, ceux qui souffraient sur les galères, celles qui pleuraient dans la tour de Constance, tous furent l'objet de son ardente affection et de ses plus pressantes démarches.

Tant de dévouement, tant de sacrifice et tant de généreux efforts ne pouvaient être perdus. Depuis longtemps déjà, tout ce qu'il y avait en France d'esprits indépendants et vraiment libéraux protestaient contre une persécution inique et réclamaient pour tous la liberté de conscience. Encore quelques années et Louis XVI, sur les instances de Malesherbes, allait signer l'Edit de tolérance, et fermant l'ère des persécutions ouvrir celle de la liberté.

CHAPITRE PREMIER

NÉCESSITÉ D'UNE DISCIPLINE. — ORDRE ET LIBERTÉ MÉTHODE DE RECONSTITUTION DE LA DISCIPLINE

Le rétablissement de la Discipline ecclésiastique était, après la guerre des Camisards, une condition indispensable à la réorganisation des Eglises. Le coup-d'œil que nous avons jeté sur la situation faite aux protestants à cette époque nous dit assez dans quel désarroi ils étaient. Court reconnut d'ailleurs que s'il voulait obtenir quelques résultats, il devait « travailler incessamment au rétablissement de la Discipline. »

Ce n'était pas l'autorité des quelques prédicants du Désert qui pouvait parler assez fortement aux fidèles découragés et dispersés et les amener à célébrer de nouveau et régulièrement leur culte, c'était une autorité plus élevée qu'il fallait : celle de l'organisation synodale. Cette organisation seule pouvait satisfaire au besoin d'ordre et de liberté nécessaire à l'Eglise réformée pour revivre.

« Comme toute société d'hommes, l'Eglise a besoin d'ordre et de liberté; d'ordre, pour manifester la gloire de Dieu dans le salut des pécheurs; de liberté, pour que le chrétien individuel se développe et glorifie effectivement son Sauveur (1). » Telle est l'observation que dans son *Etude historique et bibliographique sur la Discipline ecclésiastique des Eglises réformées de France*, » M. Ch.-L. Frossard présente comme un caractère distinctif et frappant de la Discipline qui nous occupe.

L'habitude du désordre avait fait disparaître le besoin de l'ordre, et par leurs extravagances les plus ardents des réformés préparaient la ruine de la Réforme. Il est donc tout naturel que par réaction Antoine Court, et après lui les Synodes qu'il fit revivre, se soient montrés si énergiques, si rigoureux, si absolus même dans leurs Règlements disciplinaires. Il fallait rassembler les éléments épars, reconstituer les Eglises et leur donner des directeurs, bien régler le Saint Ministère, former enfin par une savante organisation un tout compacte facile à diriger et capable de résister aux attaques du dehors. Le salut était à ce prix. C'est ainsi que pour entourer de toutes les garanties possibles l'exercice et les droits du Saint Ministère, on exige de chaque pasteur qu'il signe la confession de foi, qu'il s'en tienne

(1) *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, 15 janvier 1886, p. 47.

aux enseignements bibliques à l'exclusion de toute inspiration, qu'il remplisse ses devoirs dans sa paroisse sans s'immiscer dans celle d'un collègue enfin, que sa conduite soit irréprochable sous peine de suspension ou même d'exclusion.

Les règlements concernant les prédicants et les proposants viennent à leur tour exclure ceux qui, disposés à prendre la parole dans les assemblées, ne présenteraient pas des garanties suffisantes et par la fondation du séminaire de Lausanne des mesures sont prises pour préparer le plus sérieusement possible des pasteurs capables.

Pour bien administrer et organiser les Eglises, on leur fait accepter les Règlements synodaux, on y installe des anciens qui par leurs fonctions étendues et détaillées sont, soit individuellement, soit en formant le consistoire, les directeurs spirituels et les administrateurs de ces Eglises. Et les liens entre elles sont étroitement établis par les colloques, les Synodes provinciaux et le Synode national. Enfin la Discipline vise même la vie des fidèles. Là aussi le bon ordre doit régner. Il y a des règles pour les contributions en faveur de l'Eglise; il y en a aussi pour les cas de suspension de la Sainte Cène et même d'excommunication. Les habitués de fêtes mondaines, les violateurs du dimanche et tous ceux qui, par des actes quelconques d'inconduite se sont vus refuser par leur ancien le mérean de rigueur, ou ont été signalés au consistoire, tom-

bent sous le coup de la Discipline. Quelques réserves qu'on ait à faire sur certains détails de cette réglementation si étendue, on ne peut que reconnaître tout ce qu'a eu de remarquable ce travail de concentration qui a fait sortir d'un véritable chaos un grand corps ecclésiastique.

Cependant quelles que fussent les exigences de la situation, et bien que le besoin d'ordre, d'union, d'unité même, fût tellement impérieux, un principe capital qu'avait formellement affirmé la vieille Discipline réformée fut également affirmé par les Synodes du Désert et respecté par leurs règlements. L'ancienne Discipline disait : « Nulle Eglise ne pourra prétendre aucune primauté, ni aucune domination sur une autre Eglise, ni une province sur une autre province. » Cette autonomie des Eglises en ce qui concernait leur vie intérieure et leur administration dans la limite des règlements synodaux, fut particulièrement marquée par la définition de ce qu'était : « l'Union des Eglises. » « Elle consiste, disait-on (Syn. nat., 1756), dans la conformité de la foi, du culte, de la discipline, et dans une exacte correspondance entre les provinces..... » C'est l'institution du système presbytérien synodal.

Ainsi dans leur constitution générale et leur œuvre extérieure, les Eglises affirmaient leur unité en montrant l'ordre qui régnait dans leur sein. Chacune dans son milieu respectif, ne subissant aucune domination n'en faisait également pas subir à ses membres, et,

sous les garanties d'une Discipline qui ne s'attachait qu'à réprimer les scandales soit d'immoralité, soit d'infidélité à l'Eglise, avec les moyens de grâce dont elle lui offrait la jouissance, laissait le fidèle libre dans son développement religieux et dans sa vie. Nous n'oserions affirmer que ce point de vue si spirituel fût bien compris et confirmé par la pratique, il n'en était pas moins maintenu et servait à lui seul à arrêter toute tentative d'oppression, soit vis-à-vis des Eglises, soit vis-à-vis des individus.

Cette Discipline du Désert, gardienne de l'ordre et de la liberté, c'est dans les Synodes des Eglises que nous sommes allés la chercher. Nous avons parcouru ce vénérable recueil des délibérations synodales et laissant de côté tout règlement trop spécial à telle ou telle province, nous avons recueilli soigneusement les décisions qui, ayant une portée assez générale, avaient le droit de faire partie de la Discipline. De plus, nous avons emprunté aux projets conçus à cette époque, à la « Discipline Claris » et aux « Règlements des Basses-Cévennes », bon nombre des articles qui la composent.

Il pourrait sembler juste que la Discipline des Eglises du Désert fut uniquement tirée des Synodes nationaux, ceux-ci ayant seuls une autorité suffisante pour que leurs décisions fussent imposées à toutes les Eglises. Ce serait une erreur. Les Synodes nationaux ont été rares (huit seulement), et une Discipline qui ne

serait formée que d'après ces Synodes serait très incomplète; elle ne donnerait pas une idée juste de la Discipline du Désert. Les Synodes provinciaux beaucoup plus nombreux, sont la véritable source à laquelle il faut puiser, c'est en les lisant qu'on voit se former, à travers toutes sortes de difficultés, et se développer peu à peu tous ces règlements qui, augmentant de Synode en Synode, englobant les Eglises, les pasteurs, les fidèles, ont relié entre elles, en les affermissant, les diverses parties du corps ecclésiastique. Hâtons-nous de dire que la Discipline de 1559 était toujours en vigueur, mais suffisante pour les Eglises d'avant la révocation, elle était trop incomplète pour celles du Désert.

Notre Discipline est une sorte de complément de celle du xvi^e siècle, aussi, ne faut-il pas s'étonner si certains chapitres de celle du Désert manquent de bien des articles importants et ont parfois un aspect assez décousu; nous n'avons là que des compléments votés à diverses époques, au fur et à mesure que les circonstances les réclamaient.

Il arrivait souvent que des provinces différentes prenaient les mêmes décisions ou des décisions touchant un même objet et différant de très peu. Dans ce cas nous avons indiqué, à côté des articles de Discipline, les Synodes d'où ils ont été tirés, ceux qui les ont confirmés en les votant à nouveau, et les variantes, s'il s'en trouvait. Nous avons en outre conservé en gé-

néral la forme parfois défectueuse des délibérations synodales, telle qu'elle était dans l'original.

C'est ainsi que nous avons compris la formation de la Discipline du Désert et d'après ces indications que nous l'avons reconstituée.

CHAPITRE II

DISCIPLINE DES ÉGLISES DU DÉSERT D'APRÈS LES SYNODES DU DÉSERT

TITRE PREMIER

DES MINISTRES

S.P. 1718 Lang. et Cév.

I. On ne recevra aucun pasteur dans l'Eglise, qu'après un examen sérieux de sa doctrine et de ses mœurs selon le précepte de saint Paul, le docteur des Nations, et selon la règle de la Discipline ecclésiastique des Eglises réformées de France, à laquelle nous nous conformons le mieux qu'il nous est possible. Aussi, ceux qui seront admis dans cette sainte charge, la compagnie a arrêté qu'ils devaient avoir témoignage de mener une vie irrépréhensible, et qu'ils possèdent les lumières et les connaissances requises pour s'acquitter d'un si glorieux emploi.

S N. 1726.

II. Tous les pasteurs, proposants et anciens, recevront la confession de foi dressée autrefois par les Eglises réformées de ce royaume et présentée à nos Rois, d'abord pour justification de leurs croyances évangéliques, comme étant un abrégé de doctrines fondamentales au salut que l'Ecriture sainte renferme, et des erreurs capitales que l'on doit rejeter. Et comme nos pères avaient encore dressé une Discipline ecclésiastique pour régler leur conduite, on s'y confor-

mera aussi, autant que les tristes circonstances du temps le pourront permettre. (Les pasteurs signeront la confession de foi.) S.P. 1721 Viv. (4).

III. Les pasteurs, avec l'approbation des anciens, doivent prêcher, administrer les sacrements et bénir les mariages. S.P. 1716 et 1717.

IV. Les pasteurs et proposants ne prêcheront que l'Ecriture sainte, et les raisonnements qui s'en tirent par une conséquence nécessaire, comme étant la parole de Dieu, et par conséquent la seule règle de foi. S.N. 1726.

(Et ils doivent réfuter toute prétendue révélation et inspiration dont plusieurs se sont vantés dans ce dernier temps, et dans lesquelles il n'y a rien qui puisse appuyer notre foi.) S.P. 1721 Viv. (14).
(Et, parce que sous ce faux prétexte d'être inspirées ou révélées, plusieurs femmes ou filles ont voulu mettre la main à l'encensoir, contre l'expresse défense de saint Paul,) (qui ne veut point que les femmes enseignent dans l'Eglise.) Cet exercice divin et public, célébré par le sexe féminin, ne doit plus être souffert. L'expérience ayant appris qu'il est arrivé de grands scandales et extravagances au sujet de ces prétendues révélations à l'égard de l'un et de l'autre sexe, les pasteurs proposants et anciens doivent y veiller avec soin. Règl. Clar., ch. xi, art. 2

V. Les pasteurs et proposants prendront garde de régler leur prédication d'environ une heure et un quart, pour prévenir les dangers et ne pas lasser l'attention des auditeurs (une heure au plus) (une heure et demie). S.P. 1721 Viv. (16).
Règl. Clar., ch. xi, art. 6

VI. Les pasteurs et proposants seront obligés de dire la prière publique deux ou trois fois le jour dans les maisons où ils se rencontreront, et de la faire dire aux particuliers de ces familles en leur présence, autant que faire se pourra, pour les inviter et leur donner du goût pour ce saint exercice, et ils les censureront s'ils ne s'en acquittent pas. S.N. 1726.

S.N. 1726 Viv.
S.P. 1721 Viv. (7).

VII. Outre le soin que les pasteurs et proposant doivent prendre d'instruire les particuliers dans les maisons sur les règles du catéchisme, ils auront encore soin de catéchiser indifféremment toutes sortes de personnes dans les assemblées publiques et de donner des éclaircissements aux endroits qui paraîtront obscurs, et pourront se servir de toutes sortes de bons catéchismes selon les lieux et les personnes.

S.N. 1763 B. Lang.

VIII. Pour faciliter au peuple l'intelligence des divines Ecritures qui sont profitables à toutes choses, elle enjoint aux pasteurs de faire, autant qu'il leur sera possible, des paraphrases et autres instructions familières.

S.N. 1726 Viv.
S.P. 1721 Viv. (3).

IX. Tous les pasteurs, proposant et anciens, et toute personne réformée et chrétienne soumise à nos règlements demeureront inviolablement soumis aux puissances supérieures dans toutes les choses où Dieu et la conscience ne sont point offensés. Elles feront des prières publiques et particulières pour le Roi, les princes et princesses de sa royale maison et pour tous ceux qui exerceront la police et la justice en son nom.

S.N. 1744 B. Lang.

X. Les pasteurs feront au moins une fois chaque année un sermon pour affermir les frères dans la fidélité et l'obéissance qui sont dues au Souverain.

S.N. 1744 B. Lang.

XI. Les pasteurs et prédicateurs s'abstiendront de traiter expressément dans leurs sermons aucun point de controverse et ne parleront qu'avec beaucoup de circonspection de ce que nos Eglises ont eu à souffrir (à moins que la nécessité ne l'exige pour l'instruction des fidèles).

S.P. 1745 B. Cév.

S.N. 1744 B. Lang.

XII. Les pasteurs ne pourront répondre à aucune lettre de controverse sans l'approbation de deux pasteurs les plus voisins et du consistoire de la principale Eglise du département dont ils sont, auxquels ils communiqueront la lettre et la réponse.

XIII. Les pasteurs, proposants et anciens reprendront en particulier et publiquement les pécheurs et ceux qui ne voudraient pas se corriger. Après les avoir exhortés une, deux, trois fois selon les règles de l'Ecriture sainte, seront suspendus de la Sainte Cène du Seigneur. S.N. 1726 Viv.

XIV. Dans ce dernier et fâcheux temps auquel nous vivons, le paganisme le plus corrompu semblant s'être renouvelé par les parties de débauches, danses et jeux que l'on voit établis, et surtout celles qu'on appelle fêtes votives ou reynages, les pasteurs, proposants et anciens doivent les réprimer, censurer ceux qui y assistent et, s'ils persistent, les suspendre de la Sainte Cène. S.N. 1726 Viv.

XV. Les pasteurs, proposants et anciens exhorteront les fidèles de faire bénir leurs mariages et administrer le saint Baptême à leurs enfants par les pasteurs par nous établis ou reconnus, et de n'aller plus vers les prêtres de la communion romaine, cette communion étant devenue, par les idolâtries et superstitions, entièrement antichrétienne, et étant impossible d'y faire bénir son mariage et baptiser ses enfants sans commettre apostasie, renier Jésus-Christ et consacrer ses enfants à l'idole. S.N. 1726 Viv.

XVI. Les pasteurs sont chargés, autant que la prudence le permettra, et pour manifester de plus en plus la pureté de nos intentions, de faire leurs sermons non de nuit, mais en plein jour. S.N. 1744 B. Lang.

XVII. Les pasteurs et proposants ne pouvant faire résidence chez un troupeau particulier, et se trouvant dans la nécessité de visiter plusieurs Eglises à cause du manque des pasteurs, tous les fidèles et particulièrement les anciens prendront soin de veiller pour leur sûreté et les avertiront des vices régnants afin d'y apporter les remèdes nécessaires S.N. 1726 Viv. S.P. 1716-1717 (9).

pour en faire rompre le cours par de vives censures et exhortations, selon que la parole de Dieu et la Discipline en fournissent les moyens.

S.N. 1744 B. Lang.

Règl. d s B. Cév. (31).

XVIII. Aucun pasteur ne sortira de sa province pour aller exercer son ministère dans une autre, sans être muni des lettres de ses confrères, et une province ne pourra recevoir pour pasteur celui qui ne sera pas muni de telles lettres.

S.N. 1744 B. Lang.

S.P. 1756 H¹ Lang. (4).

S.P. 1786 H¹ Lang. (2).

XIX. Un pasteur ne pourra prêcher dans aucune Eglise sans le consentement du ministre de cette Eglise (ou en son absence celle du consistoire.)

S.P. 1779 Thier.-Pic.
Cambr.-Orl. et Ber.

XX. Les pasteurs ne pourront s'absenter de leurs Eglises pour négliger leurs fonctions ordinaires, pour voyages ou autrement, sans au préalable, avoir obtenu un congé exprès de celle qu'il dessert, ou pour le moins de l'un de ses consistoires que la compagnie autorise à lui accorder, l'obligeant d'en rendre compte à leurs autres Eglises.

S.P. 1749 B. Lang.

XXI. Les pasteurs iront de deux en deux pour veiller les uns sur les autres et se soulager les uns les autres.

S.N. 1726 Viv.

S.P. 1716-1717.

S.P. 1721 Viv. (13).

XXII. Les pasteurs et proposants prendront garde de ne rien dire, ni faire, qui choque la dignité de chrétien ou la sainteté de leur charge, et les anciens doivent y veiller, en sorte que s'il arrive qu'un pasteur ou proposant tombe en scandale, il doit être démis jusqu'à ce qu'il l'aura levé par une préalable repentance. Et s'il refusait de le faire il doit être déposé. (Mais ce sera toujours selon les principes de la charité chrétienne qui ne permettent pas de divulguer les fautes du prochain que lorsque le salut du pécheur et l'édification de l'Eglise le demandent.) De même aussi, s'il persérait dans une vie scandaleuse et il ne lui sera pas permis de faire un seul acte pastoral. Ce que pour prévenir, si les anciens s'apercevaient que quelque pasteur ou proposant se

Règl. Clav., ch II, art. 10

familiarisât avec quelque femme ou fille d'une manière malséante, (ils seront obligés de leur défendre de ne plus prendre logis dans les maisons où pourraient demeurer ces femmes ou filles, et de leur ordonner d'éviter leur conversation particulière ; que si nonobstant ces défenses ils voulaient persister, les anciens avertiront le Synode qui les poursuivra par toutes voies ecclésiastiques.) S.P. 1720 Cév.

XXIII. Pour arrêter les coureurs, les consistoires de chaque corps synodal, prendront garde de ne recevoir personne de ceux qui prêchent, soit que ce soient des étrangers inconnus, ou de ceux qui ont servi les Eglises d'un autre corps synodal, sans qu'ils soient munis de bons témoignages, et si quelqu'un s'était rendu infractaire envers un corps synodal il ne pourra être reçu que par ce même corps ou par son consentement. S.N. 1726 Viv. S.P. 1715 Viv. (12).

XXIV. S'il y avait quelque pasteur ou proposant qui refusât absolument de se ranger à l'ordre ecclésiastique, ou qui voulusse le troubler ; ou bien s'il arrivait que quelque pasteur ou proposant vînt à s'y soustraire, en tout ou en partie, les pasteurs, proposant, anciens et fidèles, prendront garde de ne les favoriser en aucune manière dans leur rébellion, les regarderont comme déchus de l'autorité de leur charge et en avertiront le Synode ou Colloque du quartier pour les ramener ou procéder contre eux, comme contre des schismatiques. S.N. 1726 Viv. S.P. 1716-1717. S.P. 1779 Thier.-Pic.-Cambr.-Orl. et Ber. (22)

XXV. S'il arrivait que quelque pasteur par un zèle inconsidéré, vienne à jeter témérairement ses frères dans le danger, il sera démis de sa charge jusqu'à ce qu'il donne des marques d'avoir des sentiments plus sages, se conduisant selon la prudence chrétienne. S.P. 1716-1717.

XXVI. Les pasteurs qui ne battent pas la campagne auront S.P. 1723 Viv.

pour leurs gages de ce qu'ils font, la somme de 50 livres, payable en deux paiements égaux,

S.N. 1726 Viv.

S.P. 1725 Viv. (14).

XXVII. Les pasteurs proposant et anciens, pour propager la foi chrétienne réformée, doivent s'informer des lieux voisins et éloignés qui n'ont pas encore été appelés, s'il y a des personnes ou familles à qui l'on puisse se confier, et ils agiront de vive voix et par écrit, de tout leur pouvoir, en prenant garde de ne choquer personne, et dès qu'on reconnaîtra d'y pouvoir convoquer des assemblées religieuses, les pasteurs et proposants seront obligés de s'y transporter, pour cet effet, d'y faire recevoir les règlements.

Règl. des B. Cév. (30).

XXVIII. Aucun ministre, proposant, ni disciple, ne pourront, conformément à la Discipline, rien faire qui ait rapport à aucun commerce, pas même revendre des livres.

TITRE II

DES ÉCOLES

S.P. 1733 B. Lang. (4).

I. Il a été nommé trois commissaires, un pasteur et deux anciens pour diriger les écoles ambulantes (1), demander aux personnes charitables ce qu'elles jugeront nécessaire pour subvenir aux besoins de ces écoles et tenir un compte exact de la recette et de la dépense, pour être présenté aux personnes nommées par l'autorité du Synode pour l'examiner.

S.P. 1734 B. Lang. (6).

II. Les élèves (2), après avoir été, du consentement du Synode, à l'épreuve pendant quelques mois entre les mains d'un

(1) Un pasteur accompagné de quelques jeunes gens pieux, qu'il instruisait par sa parole et son exemple, voilà ce qu'on appelait une école ambulante. La plupart de ces jeunes gens, après avoir reçu une instruction élémentaire du pasteur, allaient continuer leurs études au séminaire de Lausanne.

(2) Il s'agit ici de ceux des écoles ambulantes.

pasteur, seront ensuite examinés par une autre assemblée synodale, avec le consentement de laquelle ils seront immatriculés dans nos registres et mis au nombre des aspirants, si l'on trouve en eux le caractère et les dispositions qui conviennent aux personnes qui se veulent consacrer au Saint Ministère.

TITRE III

DES PROPOSANTS (1)

I. MM. les proposants (2) seront soumis à la direction de MM. les pasteurs, auxquels ils seront affectés et obligés de leur rendre compte, de trois mois en trois mois, des progrès qu'ils font dans les sciences requises pour le Saint Ministère.

II. Les proposants ne prêcheront leurs sermons qu'au préalable ils ne les aient communiqués au pasteur, qui les dirigera, et, en son absence, à celui du quartier voisin.

III. Aucun proposant ne pourra s'éloigner de son quartier ni des Eglises, sans le congé du Synode ou d'un Colloque particulier; en cas d'affaire pressante, et s'il l'abandonne sans congé, il sera regardé comme rebelle et suspendu de sa charge pour le temps qu'on jugera à propos. (Il pourra seulement en aviser le plus proche pasteur.)

(1) Dans ce Titre III nous mentionnerons aussi les articles de discipline, peu nombreux d'ailleurs, qui visent les prédicants et les étudiants. La discipline de 1559 et ses diverses éditions plus développées ne s'occupe pas ou fort peu de ces trois classes d'ecclésiastiques. Elle ignore totalement les prédicants.

(2) On donnait le nom de proposants aux jeunes huguenots qui accompagnaient les prédicants dans leurs courses, et recevaient d'eux un minimum d'instruction religieuse. Il leur était permis de prêcher, mais seulement des sermons imprimés, et parfois aussi des sermons de leur composition examinés au préalable par le prédicant. S'ils recevaient un bon témoignage des pasteurs et des fidèles qui les avaient connus, ils devenaient, après examen, prédicants. Il leur était défendu de porter la robe.

S.P. 1724 Viv.

IV. Chaque proposant assemblera de six en six mois le Colloque de son quartier, où tous les anciens de chaque Eglise se rendront pour être examinés s'ils s'acquittent de leur devoir.

Règl. des B. Cév. (11).

V. Les proposants et les élèves seront encore obligés, en arrivant dans une Eglise, de faire avertir quelqu'un des membres du consistoire, pour qu'il ait le soin de leur choisir une retraite, n'étant pas en droit de la choisir eux-mêmes.

Règl. des B. Cév. (12).

VI. L'état de l'Eglise dans ce royaume demande une grande circonspection de la part des proposants et des élèves sur l'article du mariage; c'est pourquoi ils ne pourront se marier que par l'approbation des pasteurs de leur province, sous peine d'être renvoyés.

Règl. des B. Cév. (13).

VII. Les proposants ni les élèves ne pourront avoir aucun cheval ni autre monture en leur propre. Ceux d'entre eux qui pourraient contrevenir à ce règlement seront suspendus de leurs fonctions.

Règl. des B. Cév. (14).

VIII. Les proposants et les élèves seront tenus de s'habiller décemment.

Règl. des B. Cév. (17).

IX. Les proposants et élèves qui seront tenus à portée, d'une assemblée convoquée par un pasteur ou par quelqu'un de leurs confrères, seront tenus de se rendre à bonne heure pour lire l'Ecriture sainte et pour demander le Catéchisme.

S.P. 1723 Viv.

X. Il sera donné à chaque proposant de ceux qui battent la campagne la somme de 100 livres par an.

S.P. 1770 B. Lang. (28).

XI. Les proposants qui souhaiteront d'être reçus ministres se présenteront aux Colloques pour être examinés par les pasteurs, au nombre de cinq, selon que l'ordonne la Discipline, afin que les dits Colloques, faisant rapport au Synode du succès de ces examens, celui-ci ne dispose des sujets que lorsqu'ils seront véritablement dignes d'être donnés aux Eglises.

XII. Pour les élèves qui doivent être élevés au grade de S.P. 1777 B. Lang. (6).
proposant, on exigera qu'ils apportent leur extrait baptistaire et un certificat de bonnes mœurs, sans lequel ils ne pourront pas seulement être admis aux examens; un examen de vive voix sur la théologie, la morale et la controverse, un sermon de trois semaines, dont le texte sera donné par le pasteur ou les pasteurs du chef-lieu du Colloque examinateur, le même texte pour tous les étudiants; analyse de vingt-quatre heures sur un texte sans livres ni secours; on les questionnera sur les exhortations à faire aux malades; on observera soigneusement que les étudiants connaissent leurs leçons; enfin, nul ne pourra être reçu proposant avant l'âge de vingt ans.

Que si les examinateurs jugent nécessaire de recevoir des sujets à un ou tout au plus deux ans au-dessous de l'âge fixé, les Synodes auront soin de mettre ceux-ci plus immédiatement sous la direction de quelque pasteur.

XIII. Pour les proposants qui voudront être reçus ministres S.P. 1777 B. Lang. (6).
on exigera un examen de vive voix, un examen de l'Écriture sainte, dans lequel néanmoins on évitera de les embarrasser, un sermon de huit jours et un de quatre, dont les textes seront donnés par le pasteur du chef-lieu du Colloque du tour, le même texte pour tous les étudiants; on fera en sorte que les proposants récitent par cœur le sermon de quatre jours.

On exigera de plus deux tâches sans livres ni secours. savoir une analyse de six heures sur un texte, et une réponse suffisamment bien remplie sur une question de morale ou de controverse, de six heures aussi; enfin on maintiendra dans toute sa rigueur la loi qui ordonne que nul proposant ne soit reçu ministre qu'après vingt-cinq ans accomplis.

Pour cet effet, ils apporteront leur extrait baptistaire à Messieurs les examinateurs.

Règl. Clar. ch. III, art. 5 XIV. On procédera à l'élection des proposants de la manière suivante : un des examinateurs prononcera un discours convenable au sujet, et il fera une prière et demandera à Dieu en faveur des nouveaux élus les grâces qui leur sont nécessaires pour remplir le devoir de leurs charges. Cette prière étant finie, ceux qui devront recevoir l'imposition des mains promettront « de servir l'Eglise de Dieu, de prêcher la vérité, et de ne rien enseigner qui ne soit conforme au précepte de l'Evangile, d'administrer les sacrements avec pureté et simplicité, et de se conduire selon les règles qui sont prescrites à tous les pasteurs par l'Écriture sainte. » Après quoi un des examinateurs leur imposera les mains en prononçant à haute voix les paroles suivantes : Au nom et en l'autorité de notre Seigneur Jésus-Christ, du consentement des Eglises, nous vous ordonnons ministre de Jésus-Christ et nous vous permettons de prêcher la parole de Dieu et d'administrer les sacrements du baptême et de la Sainte-Cène partout où la divine providence vous voudra conduire. C'est ce qui sera accompagné de vœux, de louanges et d'actions de grâces au Seigneur.

Règl. Clar. ch. xxx, a°. 6

Règl. Clar. ch. xv, art. 2 XV. Quand on voudra imposer les mains à quelque proposant ou le recevoir au Saint Ministère, l'assemblée synodale qui l'aura approuvé ordonnera un jeûne duquel on avertira toutes les Eglises et on les exhortera à s'humilier devant le Seigneur, pour le supplier instamment de revêtir celui qui devra être élu, de tous les caractères qui conviennent au ministre du saint Evangile ; afin qu'on n'introduise dans son Eglise que des gens qui soient dignes de la vocation à laquelle on les veut appeler.

XVI. Si un proposant (ou un ancien) a été suspendu de sa charge, il en pourra appeler au Colloque où les suspensions des proposants (et des anciens) seront jugées définitivement. Mais si l'un ou l'autre sont déposés, ils pourront appeler au Synode provincial, où les dépositions seront jugées en dernier ressort. Règl. Clar. ch. xxvi, a¹ 3

XVII. Aucun ne sera reçu dans nos Eglises pour faire les fonctions de prédicateur sans le consentement des pasteurs et des anciens. Personne ne pourra faire la lecture dans les assemblées et sociétés religieuses ni aucun autre exercice, sans la permission des dits anciens. Prédicants (1).
S.P. 1771 Poit. (3).

XVIII. S'il se trouve dans une Eglise quelque prédicateur qui soit capable d'exercer les fonctions pastorales, et que l'Eglise ne l'appelle pas, il pourra se présenter lui-même à un Synode, et si le Synode le repousse sans motifs suffisants, il pourra se présenter devant d'autres Synodes. S.N. 1730 Viv.

XIX. On ne recevra aucun prosélyte au nombre de nos étudiants, que deux années après son abjuration, et en conséquence, des témoignages de leur bonne conduite et de leurs capacités, qui leur auront été donnés par les personnes sous la direction desquelles ils auront été pendant ce temps-là. Etudiants (2).
S.N. 1744 B. Lang. (26).

XX. Les étudiants seront examinés deux fois l'année, c'est-à-dire, de six mois en six mois. Ce seront les pasteurs du Colloque, dans le district duquel se trouveront les étudiants qui en feront l'examen, après en avoir donné avis à S.P. 1768 B. Lang. (18).

(1) Les prédicants étaient de véritables pasteurs, mais l'imposition des mains ne leur ayant pas été donnée ils ne pouvaient administrer les sacrements.

(2) On donnait ce nom soit aux élèves du séminaire de Lausanne, soit aux élèves des écoles ambulantes, mais plus spécialement aux premiers.

leur consistoire, pour savoir s'ils n'ont rien à dire sur leur compte, et les dits pasteurs seront autorisés à renvoyer ceux d'entre eux qui manqueront de talent ou de mœurs, et les Colloques pourront les faire monter au grade de proposants s'ils les en jugent dignes.

S.P. 1776 B. Lang. (6). XXI. Il ne sera point permis aux étudiants de prêcher qu'ils
S.N. 1744 B. Lang. ne soient d'un âge compétent et qu'ils n'aient auparavant été examinés par deux pasteurs des provinces où il y en a plusieurs, ou par celui de la province s'il n'y en a qu'un, mais toujours conjointement avec le consistoire d'une Eglise, et ils ne pourront porter aucun sermon sans l'avoir communiqué au consistoire de l'Eglise où ils doivent prêcher.

S.P. 1779 B. Lang. (5). (Plus tard défense absolue leur est faite de prêcher.)

S.P. 1760 H¹ Lang. (9). XXII. Les candidats seront tenus de servir pendant six mois en qualité de proposants, soit pour les former au gouvernement de l'Eglise, soit pour connaître s'ils sont propres au gouvernement des dites Eglises.

S.P. 1770 B. Lang. (10). XXIII. Les étudiants, qui sans être reçus proposants en feront cependant les fonctions seront entretenus et payés par les Eglises auxquelles ils seront attachés.

S.P. 1777 H¹ Lang. (7). XXIV. Les étudiants envoyés à l'étranger pour continuer leurs études seront obligés de venir recevoir l'imposition des mains dans nos Eglises.

Règl. Clar. ch. xix, art. 1 XXV. Les élèves qui se destinent pour le Saint Ministère seront secourus par les Eglises, selon que leurs besoins le demanderont; et on fera des collectes, exprès pour eux, si les revenus de leur patrimoine, ou ce qu'ils retireront de leur maison, ne peut pas subvenir à leurs nécessités, afin que l'Eglise du Seigneur ne soit pas privée de ministres faute de donner du secours à ceux qui se veulent consacrer à son service.

TITRE IV

DES ANCIENS (1) ET DES DIACRES

I. On établira des anciens de ville en ville, et de lieu en lieu, suivant l'ordre que saint Paul donne dans les épîtres à Timothée et à Tite, et on choisira des personnes qui soient revêtues de caractères convenables à la charge à laquelle on les veut appeler. S'il n'y a point d'Eglises dressées on appellera un nombre considérable de fidèles de qui on recueillera les voix ; mais si l'ordre est déjà établi, on se contentera de consulter le consistoire quand il faudra établir de nouveaux anciens. Règl. Clar. ch. iv, art. 1

II. Vu les confusions et les scandales qui arrivent dans les Eglises où il n'y a point d'anciens, il en sera établi incessamment ; en cas de refus de la part des fidèles ils ne seront point visités des pasteurs, ni avertis pour aller aux assemblées. S.P. 1723 B. Lang.

III. Les anciens seront nommés à la pluralité des voix pour surveiller sur la conduite du public et sur tout ce qui concerne les affaires de l'Eglise. S.P. 1721 Viv. (9).

IV. Les anciens d'une paroisse, et s'il est possible de tout un corps d'Eglises, s'assembleront une fois le mois (le premier dimanche) pour s'encourager à l'œuvre du Seigneur, pour examiner si chacun a soin de s'acquitter du devoir de sa charge et pour aviser aux besoins de leur quartier et de leurs Eglises, et afin de prendre les mesures les plus propres pour avancer le salut des âmes et extirper le vice. Et si S.N. 1726 Viv.
S.P. 1724 Viv. (3).

(1) Le rôle des anciens étant considérable dans les Eglises du Désert, celui des diacres est par là même diminué et a fort peu occupé les assemblées synodales.

quelque ancien tombait en scandale et qu'il ne voulût pas se corriger des défauts qu'il pourrait avoir, ou bien s'il entretenait des divisions ou des vices dans sa famille, il sera démis de sa charge et suspendu de la Sainte Cène et ne pourra être admis à la communion qu'après avoir témoigné une repentance préalable.

S.P. 1734 B. Lang. (3).

V. Les anciens seront changés de trois ans en trois ans dans les villes et lieux où il sera possible de le faire et autant que la prudence et l'édification de l'Eglise le demanderont.

S.N. 1726 Viv.

VI. Dans les lieux où on ne pourra pas célébrer le service divin le jour du dimanche, les anciens consacreront deux ou trois heures à la dévotion dans leurs familles ou entre les voisins.

S.P. 1737 Béarn (2).

(Ils feront réciter le catéchisme et recueilleront les deniers des pauvres.)

S.P. 1723 B. Lang. (4).

VII. Les anciens seuls auront le droit de faire l'office de lecteurs ou de chantres dans les assemblées; s'il n'y a pas d'anciens capables de remplir ces fonctions, le consistoire fera l'élection de ses lecteurs et de ses chantres.

S.N. 1726 Viv.

VIII. Les anciens reprendront en particulier et en public les pécheurs et suspendront ceux qui, après trois exhortations, ne voudraient pas se corriger.

S.P. 1721 B. Lang. et
Cév. (8).

IX. Les anciens sont exhortés de ne laisser point communier ceux qui sont allés à la messe jusqu'à ce qu'ils aient donné des marques d'une sérieuse repentance.

S.N. 1726 Viv.

S.P. 1725 Viv (26).

X. Les anciens prendront soin de faire cesser toute division, haine et procès entre les fidèles, autant qu'il sera possible et que le droit et la charité chrétienne le pourront permettre. Et pour cet effet ils proposeront les voies qu'ils connaîtront les plus propres pour porter les parties à un juste

et équitable accommodement, et ceux qui rejetteront opiniâtrement et par esprit de chicane ces propositions pacifiques seront censurés et suspendus de la Sainte Cène selon que la prudence chrétienne le jugera nécessaire pour bannir de l'Eglise du Seigneur tant de scandales pernicieux.

XI. Les temps actuels étant extrêmement corrompus, les anciens prendront un soin religieux et continuel des jeunes gens pour les empêcher de contracter aucune habitude criminelle, soit par parole, soit par action; et ils travailleront à s'instruire eux-mêmes et à instruire les jeunes gens dans la doctrine du salut. S.N. 1726 Viv.

XII. Les anciens exhorteront les fidèles de faire bénir leur mariage et administrer le saint baptême à leurs enfants par les pasteurs par nous établis et reconnus, et de n'aller plus vers les prêtres de la communion romaine. S.N. 1726 Viv.

XIII. Les anciens exhorteront les fidèles d'avoir soin de tous leurs pasteurs que la divine Providence leur enverra, tant pour leur sûreté que pour leur entretien, (et pour ce ils se taxeront eux-mêmes et ensuite sommeront les particuliers de se taxer selon leurs moyens. Si ces derniers ne le font ils seront taxés, et s'ils ne remplissent la taxe ils seront privés des assemblées) (ou suspendus de la Sainte Cène.) S.P. 1716-1717.
S.P. 1723 Viv. (9).
S.P. 1745 B. Cév. (11).

XIV. Les anciens se diviseront le produit des collectes faites dans les assemblées selon les nécessités qu'ils connaîtront être dans leurs endroits et dans les circonvoisins; (ils s'appliqueront à avoir toujours quelque chose de prêt dans leur consistoire pour secourir les familles désolées ou qui pourraient l'être au sujet des assemblées.) S.P. 1763 Béarn (2).
S.P. 1721 B. Lang. et Cév.

XV. Les anciens et diacres assemblés qui n'auront point de pasteurs à leur tête ne pourront élire de modérateur ni S.N. 1736 H^{tes} Cév.

décerner aucune peine canonique contre les pécheurs, encore moins contre leurs collègues.

S.P. 1760 H¹ Lang. (11). XVI. Les anciens seront tenus de se trouver aux Colloques
Règl. des B. Cév. (4). qui seront convoqués à peine de déposition. (A moins de légitime empêchement.)

S.P. 1744 Viv. (2). XVII. Les anciens qui ne seront pas exacts à remplir les
S.P. 1779 Thiér., Pic., devoirs de leur charge ou qui mèneraient une conduite irré-
Cambr., Orl. et Ber. gulière, seront premièrement censurés par le consistoire et
(3). ensuite déposés s'ils ne se corrigent, auxquels on aura soin
d'en substituer qui soient d'une plus grande utilité et édifi-
cation à l'Eglise.

TITRE V

DES CONSISTOIRES

S.P. 1774 B. Lang. (12). I. Le consistoire est composé des pasteurs et des anciens
de l'Eglise.

Règl. des B. Cév. (2). II. Un consistoire ne pourra s'assembler que de concert
avec son pasteur, et au cas qu'il fût absent, il pourra appeler
celui de l'arrondissement voisin.

S.P. 1749 Viv. (7). III. Le consistoire doit se tenir régulièrement tous les di-
manches avant le sermon pour décider de différents cas qui
peuvent se présenter.

S.P. 1747 H¹ Lang. (6). IV. On tiendra dans chaque consistoire un registre dans
lequel seront couchées toutes les délibérations importantes.
Règl. des B. Cév. (26). (Les feuilles en seront cotées et paraphées par un pasteur.)

S.P. 1753 B. Cév. (4). V. Dans chaque église le consistoire fera des districts, et
un ancien avec un diacre se chargeront des susdits districts
pour veiller sur les scandales qui s'y commettent et sur ceux
qui ayant l'âge compétent n'ont pas participé au sacrement
de la Cène.

VI. Les corps consistoriaux se taxeront et leurs députés S.N. 1726 Viv. assemblés en Synode assigneront aux pasteurs et aux proposants une pension pour marque d'une reconnaissance honorable, et on ne donnera cet argent aux pasteurs et aux proposants que dans un Synode ou Colloque, selon qu'il sera arrêté dans chaque corps synodal. Et si quelque ancien donnait autrement cet argent, il en sera responsable.

VII. Pour éviter les jugements téméraires que l'on pourrait porter contre les anciens ou diacres et pour introduire le bon ordre, il sera nommé dans chaque consistoire un trésorier et un secrétaire, et le trésorier ne délivrera aucun argent que le secrétaire n'en ait connaissance, de quoi il sera tenu un compte exact. S.N. 1744 B. Lang.

VIII. Chaque consistoire enverra deux députés au Synode. S.P. 1727 Viv. (Ils seront nommés à la pluralité de suffrage et à basse voix.) S.P. 1759 B. Lang. (11).

IX. Chaque consistoire nommera ses députés au Synode, S.P. 1733 Viv. (5). deux ou trois mois à l'avance, afin que pour convoquer le Synode, les prédicateurs puissent s'adresser aux députés seulement, et qu'ainsi le Synode soit assemblé plus secrètement et d'une manière plus prudente.

X. Les consistaires veilleront soigneusement à ce que les S.N. 1748 Cév. fidèles ne souffrent pas qu'on infère dans leurs contrats publics aucune clause contraire à notre croyance.

XI. Les consistaires veilleront à ce que ceux qui font la S.P. 1749 Viv. (5). lecture dans les assemblées soient des personnes connues de probité et douées des dispositions nécessaires pour vaquer dignement à cette fonction.

XII. Dans tous les consistaires on fera des censures Rêgl. Clar., ch. vi, art. 6 amiables à tous les membres de l'assemblée consistoriale et un examen de tout ce qu'on aura pu remarquer d'irrégulier dans la conduite d'un chacun.

TITRE VI

DES COLLOQUES (1).

S. P. 1772 Montalb. (3). I. Lorsqu'il n'y aura qu'un seul quartier qui convoque les Eglises, l'assemblée portera le nom de Colloque, et chaque corps de consistoire n'y enverra qu'un seul député.

S. N. 1726 Viv. II. Les pasteurs, proposants et députés de chaque corps synodal seront obligés de s'assembler en Synode ou en Colloque (deux) ou trois fois l'année, selon la commodité des

S. P. 1750 B. Lang. (6). lieux et du temps, pour s'encourager mutuellement et pour examiner si chacun a soin de visiter les malades, de secourir les pauvres, d'ordonner des collectes et de s'acquitter du devoir de sa charge en véritable ministre et serviteur de Jésus-

S. P. 1748 B. Cév. (9). Christ, sans reproche. (Les proposants y subiront un examen de mœurs et de doctrine.) (Ainsi le Colloque se contentera de raisonner sur les affaires des Eglises qui sont de son district, et d'examiner les sentences qu'elles auront prononcées, et dont les condamnés en auront appelé à l'assemblée colloquale.)

S. P. 1764 Saint., Ang. et Bord. (9). III. Le Colloque chargé de convoquer l'assemblée synodale est enjoint de prévenir à l'avance les différents quartiers des articles les plus importants qui devront y être proposés, et pour que cela soit possible, les autres quartiers seront exacts à lui faire part des questions générales qu'ils auront à proposer.

(1) Le Colloque était au début une assemblée composée de trois ou quatre pasteurs et de quelques anciens qui se réunissaient pour régler telle affaire importante, qu'il n'était pas possible de renvoyer au prochain synode. Les assemblées synodales ne se sont occupées des colloques que pour régler leurs rapports avec les synodes provinciaux.

- IV. Les Colloques feront parvenir leurs arrêtés aux Synodes provinciaux. S.P. 1759 Saint , Ang. et Pér.(7).
- V. Les députés des Colloques aux Synodes provinciaux seront tenus de porter la cote de leur ministère de toutes les Eglises de leur répartition. S.P. 1746 P. Cév. et Rouerg. (7).
- VI. Chaque Colloque ne fera que deux députés au Synode de la province, auquel il joindra un laïque à son choix, lequel jouira dans le Synode des droits et privilèges des anciens. Il s'y rendra comme eux aux frais communs du Colloque. Règl. des B. Cév. (5).
- VII. Dans chaque Colloque il y aura un trésorier général, auquel le trésorier de l'Eglise sera tenu de remettre la cote du ministère. Règl. des B. Cév. (20).
- VIII. Il sera délivré à un député de chaque Colloque un extrait des délibérations synodales pour en faire part aux Eglises du Colloque, afin de s'y conformer; il en sera ainsi à l'égard des délibérations colloquales envers chaque consistoire. Règl. des B. Cév. (29).
- IX. Quant à la suspension de la Sainte Cène de qui que ce soit, le jugement définitif sera rendu par le Colloque, Règl. Clar., ch. xxv , art. 3.

TITRE VII

DES SYNODES PROVINCIAUX

- I. Toutes les fois que tous les quartiers de la province seront convoqués, cette assemblée portera le titre de Synode provincial, et alors chaque corps de consistoire enverra deux députés. S.P. 1772 Montalb.(3).
- II. Les pasteurs se doivent joindre de six mois en six mois (trois ans en trois ans), pour voir s'ils ont eu tous soin de visiter les malades, ordonné les collectes pour les secourir, S.P. 1746-1747 (41). S.P. 1779 Thiér., Pic., Cambr., Orl. et Ber. (40).

en un mot s'ils ont rempli le devoir de leur charge sans reproche.

Règl. Clar., ch. VIII,
art. 2.

III. Dans les assemblées synodales, on ne recevra que ceux qui auront été députés par les assemblées ecclésiastiques, qui doivent faire les députations, et qui auront des témoignages de leur nomination. Mais si quelqu'un qui n'aura pas été député a quelque chose d'important à communiquer à l'assemblée synodale, il prendra une lettre de recommandation du consistoire de l'Eglise de laquelle il sera membre. Et, moyennant cela, ses propositions pourront être reçues.

S.P. 1725 Viv. (23).

S.P. 1758 B. Lang.

S.P. 1760 B. Lang. (20).

IV. Pour que tout se fasse avec ordre et bienséance dans les assemblées synodales, les députés des Eglises y auront un rang assigné et ne pourront parler qu'à leur tour. Celui des pasteurs sera réglé suivant l'ordre de leur réception et leur âge, et celui des Eglises de manière que celles d'un Colloque qui auront occupé la première place l'année précédente, occuperont la dernière l'année suivante, et ainsi de suite d'année en année; s'il arrive qu'un pasteur ou un député parle hors de son rang, il sera repris, et, s'il récidive, censuré suivant l'exigence du cas. Nul aussi ne pourra s'absenter du Synode sans de fortes raisons.

Règl. Clar., ch. VIII,
art. 5.

V. Les Eglises supporteront les frais que les députés au Synode auront faits pour remplir leur commission, et elles restitueront à un chacun tout ce qu'il aura déboursé à cette occasion, soit en chemin ou sur le lieu où l'assemblée aura été convoquée. Mais on ne leur payera point leur séjour, à moins que ce ne fussent des personnes peu commodes, et qui ne pourraient céder leur temps sans s'incommoder beaucoup; dans ce cas, les Colloques payeront à leurs députés ce qu'ils jugeront convenable.

VI. Les députés des Eglises n'apporteront au Synode que des propositions signées par un secrétaire ou par plusieurs membres du consistoire. S.P. 1739 B. Lang. (8).

VII. L'ouverture de nos assemblées synodales se fera par la prédication et la célébration de la Sainte Cène, et chacun de MM. les pasteurs passera par son tour, en commençant par les plus anciens. S.P. 1771 H^{tes} C^{év}. (4).

VIII. En terminant un synode, on fera la lecture de tous les arrêtés, à laquelle chacun des membres de l'assemblée sera tenu d'assister, et qu'on signera avant que l'assemblée se sépare. S.P. 1784 H^t Lang. (14)

IX. Quand les délibérations de l'assemblée synodale seront finies, on fera des censures charitables sur tout ce qu'on aura remarqué d'irrégulier dans la conduite d'un chacun pendant la tenue du Synode. Et avant que de congédier l'assemblée, le modérateur fera une exhortation et une prière à la fin de l'action. Règl. Clar., ch. viii, art. 6.

X. Le Synode provincial nommera un pasteur et deux anciens pour assister au Synode national; il nommera aussi un pasteur et un proposant pour convoquer l'assemblée provinciale prochaine. Règl. Clar., ch. xxix, art. 4.

XI. Il sera tenu un registre où on couchera les articles des Synodes provinciaux, de même que les lettres et autres écrits qui seront de quelque conséquence et utilité pour le corps de l'Eglise. S.N. 1744 B. Lang.

XII. Chaque corps synodal nommera trois personnes pour connaître des affaires qui regardent la députation générale, savoir : un pasteur, un prédicateur et un ancien. S.N. 1727 Dauph.

XIII. On permet aux Synodes provinciaux de recevoir leurs ministres, pourvu qu'il n'y ait pas moins de trois pasteurs et

que, si dans un corps il ne se trouve pas ce nombre, il en pourra appeler un ou deux des plus voisins pour y assister.

TITRE VIII

DES SYNODES NATIONAUX (1)

- S.N. 4730 Viv. I. Les Synodes nationaux seront convoqués non à époque fixe, mais quand le besoin s'en fera sentir.
- S.N. 4726 Viv. II. Le Synode étant composé de députés(2) nommés par tous les corps synodaux, chaque corps synodal, selon ses facultés, sera obligé de contribuer à l'entretien du dit député tant que la députation continuera.
- S.N. 4730 Viv. III. Le Synode national n'ajoutera aucune foi aux lettres et aux instructions des députés des Synodes provinciaux, qu'elles ne soient signées par le modérateur, le secrétaire et signées de leurs sceaux.
- S.N. 4727 Dauph. IV. Il ne se fera rien imprimer de ce qui regarde le bien ou le mal de nos Eglises de France, sans qu'au préalable ce ne soit examiné au Synode national.
- Règl. Clar., ch. ix,
art. 3. V. Quand il sera impossible d'assembler le Synode national ou du moins qu'il y aura d'obstacles qu'on ne pourra fran-

(1) Nous n'en possédons que huit. Les pasteurs durent reculer bien souvent devant les difficultés, les dangers et les dépenses qu'entraînaient une si grande réunion de personnes venant de provinces éloignées. D'ailleurs les assemblées provinciales suffisaient largement aux besoins présents. C'est ce qui nous explique le petit nombre de Synodes nationaux tenus pendant la période du Désert.

(2) Les députés du Synode national faisaient choix d'un « député général auprès des Puissances » qui était chargé de représenter ou de faire représenter au roi et aux Puissances amies de la France combien il serait juste d'accorder le libre exercice du culte réformé. A côté de cette grande mission il était également chargé de recueillir les fonds nécessaires à l'entretien des étudiants et des pasteurs.

chir que difficilement et en s'exposant à un imminent danger de tomber entre les mains des ennemis. Et que d'ailleurs, il y aura de parties appelantes au Synode national; dans ce cas le Synode provincial priera la province la plus prochaine d'assembler son synode où ce qui sera en question sera jugé définitivement.

VI. Avant que de se séparer des synodes nationaux on fera une censure amiable à tous les députés de l'Assemblée nationale, mais ce sera seulement sur ce qu'on aura remarqué d'irrégulier dans la conduite d'un chacun, pendant la tenue du Synode. C'est ce qui sera conclu par une prière et par des actions de grâces au Seigneur. Et s'il est possible on convoquera une assemblée religieuse, où l'on administrera la sainte Cène, afin que les députés participent, et donnent par cet acte religieux, un témoignage de l'union et de la concorde qu'il y a entre eux.

Règl. Clar., ch. ix,
art. 4.

TITRE IX

DES ASSEMBLÉES ET DES EXERCICES SACRÉS DE L'ASSEMBLÉE DES FIDÈLES

I. Dans les assemblées religieuses on suivra exactement la méthode qui s'est pratiquée dans l'Eglise (1). qui est de lire quelque chapitre de l'Ecriture Sainte, de chanter quelques Psaumes, de lire les commandements et la confession des péchés, de faire une prière convenable au sujet, de prononcer un discours, lire la prière ecclésiastique et congédier l'assemblée par la bénédiction qui est écrite dans le sixième

Règl. Clar., ch. xi,
art. 1.

(1) La liturgie employée par les prédicants du Désert était celle en usage dans l'Eglise de Genève.

chapitre des Nombres (1). On catéchisera les jeunes gens autant qu'il sera possible, et quand la dévotion sera extraordinaire comme elle l'est les jours de jeûnes et de la communion, on fera la lecture des chapitres de l'Ecriture sainte et on chantera les psaumes qu'on jugera être les plus convenables au sujet.

S.N. 1726 Viv.

II. Dans les convocations des assemblées religieuses, les particuliers se garderont de courir, ni de faire courir les autres sans être avertis par les anciens ou de leur part, et les anciens prendront garde d'avertir ou de faire avertir sans avoir la parole de celui qui doit prêcher. Nul ne pourra faire avertir sans le consentement des anciens. Si quelqu'un l'entreprend il sera censuré et s'il persistait suspendu de la Sainte Cène.

S.P. 1716-1717.

III. Les assemblées ne seront convoquées que de huit jours en huit jours, à moins d'un cas de dévotion extraordinaire, comme dans un temps de jeûne ou de Cène.

S.P. 1716-1717.

IV. On ne doit pas faire traverser aux auditeurs, pour se rendre aux assemblées, d'un mandement jusqu'à l'autre.

S.P. 1721 Viv.

S.P. 1770 Cév.

V. Les circonstances fâcheuses demandant qu'on prenne de plus grandes précautions pour la conservation des assemblées, les anciens auront le soin de fournir des sentinelles dans les lieux où il y a une garnison (et autour des assemblées).

S.P. 1725 Viv. (22).

S.N. 1717 Dauph.

VI. Il sera défendu en public, et en particulier, à toute personne de quelle qualité et condition qu'elle soit, d'apporter

(1) Pour le catéchisme les pasteurs se servaient soit de « l'Abrégé de l'Histoire Sainte et du Catéchisme » d'Osterwald; soit du Catéchisme de Charles Drelincourt, l'un des pasteurs de Paris. Ce dernier ouvrage était le plus répandu. On possédait aussi quelques exemplaires des catéchismes de Superville et de Saurin.

des armes dans nos assemblées de piété, sous peine d'être censurée publiquement, et si elle persévérail, suspendue de la Sainte Cène.

VII. Les fidèles qui seront arrêtés en allant et revenant des assemblées de piété, pour s'être conduits avec témérité, seront déclarés indignes d'être secourus par les Eglises, mais ceux qui en se conduisant prudemment, la divine Providence permet pourtant qu'ils soient arrêtés, seront pris sous la charge des Eglises et on sera obligé de les secourir autant qu'il sera possible, et leurs familles, si elles se trouvent dans l'indigence à leur occasion. Et sur les interrogations qui pourront leur être faites, on doit se souvenir que, si ce ne sont pas des magistrats, ou autres personnes, revêtues de l'autorité que le Roi leur donne, il ne leur sera rien répondu. Mais si ce sont des magistrats ou autres personnes représentant la personne du Roi, on leur dira naïvement la vérité, pour ce qui regarde seulement la personne interrogée, se prenant bien garde de ne rien dire des autres, que les persécuteurs voudraient rechercher. Et si quelqu'un agissait d'une autre manière, il sera regardé comme lâche et apostat par égard à l'Eglise, et comme traître et perturbateur par égard à l'Etat, et en cette qualité poursuivi par toutes voies ecclésiastiques.

S.N. 1726 Viv.

S.P. 1716-1716.

S.P. 1725 Viv. (18).

VIII. Voyant que les assemblées et les sociétés religieuses sont très utiles pour l'édification des fidèles et qu'il y a plusieurs personnes qui les négligent malgré les pressantes exhortations qu'on leur a adressées, nous leur enjoignons de les fréquenter à l'avenir autant qu'il leur sera possible, sans quoi ils seront censurés et suspendus de la Sainte Cène,

S.P. 1765 Poit. (2).

S.P. 1775 Poit. (4).

S.P. 1730 Cév. (7).

IX. Les assemblées particulières (1) seront convoquées du

Règl. Clar., ch. xii,
art. 1.

(1) Ces assemblées avaient lieu à l'occasion des fidèles, malades, infirmes ou trop âgés pour assister aux grandes réunions de quartier. Les

consentement du consistoire de l'Eglise de laquelle les fidèles seront membres, de même que les assemblées publiques. Elles seront convoquées avec la prudence chrétienne qui doit être gardée en temps de persécution. Les anciens y assisteront autant que faire se pourra.

Règl. Clar., ch. xii,
art. 2.

X. Comme les assemblées particulières sont ordinairement convoquées en faveur des personnes surannées ou qui ont quelque incommodité, ou qu'il leur est impossible de fréquenter les assemblées publiques sans s'exposer visiblement aux poursuites des ennemis, les ministres feront tout ce qui dépendra d'eux, pour convoquer d'assemblées particulières afin qu'un chacun puisse être instruit dans la saine doctrine qu'il donne gloire à Dieu et qu'il travaille à son salut selon que les moyens lui en seront présentés par la grâce.

Règl. Clar., ch. xii,
art. 3.

XI. Mais, comme tous ceux qui se rendent dans les assemblées particulières n'ont pas les mêmes raisons que ceux dont il est parlé dans l'article précédent, et nonobstant cela ils s'abstiennent de fréquenter les assemblées publiques, soit parce qu'ils sont encore faibles en la foi, ou qu'ils affectent une trop grande délicatesse. Ceux qui sont tels seront exhortés à donner gloire à Dieu par la profession publique de la vérité et à confesser le Seigneur Jésus dans l'assemblée de leurs frères.

Règl. Clar., ch. xii,
art. 4.

XII. Ceux qui sont tombés dans quelque faute en conséquence de laquelle ils auront été suspendus de la Sainte Cène ne pourront être reçus à la communion dans une assemblée

voisins étaient invités à s'y rendre. Avec quel empressement n'acceptaient-ils pas. On se réunissait dans la chambre du vieillard ou du malade, et le ministre, soit celui du district, soit quelque prédicant de passage, présidait la réunion. Tous se retiraient ensuite, usant d'une extrême prudence et bénissant Dieu pour la nouvelle faveur qu'ils en avaient reçue.

particulière, quoique le temps de leur suspension soit fini et qu'ils aient donné des marques d'une véritable repentance, excepté que ceux qui se trouveront dans un tel cas ne fréquentent, même qu'ils ne puissent fréquenter d'autres assemblées que les particulières, ou que sous la condition que les réparations qu'ils feront dans les assemblées particulières seront réitérées dans une assemblée publique.

XIII. On congédiera les assemblées particulières, de même que les publiques, par la bénédiction qui se trouve écrite dans le sixième chapitre du livre des Nombres, et immédiatement après on fera une collecte pour les pauvres qui sera remise entre les mains du consistoire. Règl. Clar., ch. xii, art. 5.

XIV. Tous les dimanches, on s'assemblera en société (1), à moins qu'il n'y eût d'obstacles invincibles ou insurmontables. Ce jour-là principalement, on catéchisera les jeunes gens; on fera la lecture d'un sermon, et par la lecture on suivra exactement ce qui se pratique dans les assemblées religieuses. Les deniers des pauvres qui seront levés dans les sociétés seront remis entre les mains du trésorier du consistoire, à moins que la société n'eût de pauvres particuliers auxquels elle donnera des secours secrètement. Mais, dans ce cas, il faut que les directeurs de la société le fassent sentir aux anciens. Règl. Clar., ch. xiii, art. 4.

XV. Aucune société religieuse ne pourra se faire sans le consentement du consistoire, à peine de censure et de plus grandes peines si le cas requérait. Règl. des B. Cév. (27).

XVI. Dans les exercices publics, avant l'exposition de la Parole, on lira ou l'on fera lire les dix commandements de la S.N. 1726 Viv.
S.P. 1716-1717.

(1) Les sociétés étaient de petites réunions de fidèles, d'un caractère assez intime, destinées à suppléer au manque d'assemblées. Elles avaient deux directeurs, un lecteur et un chanteur. Leurs réunions étaient aussi fréquentes que possible.

loi de Dieu contenus au chapitre 20 de l'Exode, conformément à l'ancienne coutume des Eglises réformées de ce Royaume. Et pendant la lecture de la Parole de Dieu et pendant tout le temps de l'exercice de piété, chacun doit prendre garde de demeurer dans des contenance qui montrent que l'on est pénétré de dévotion. Les pasteurs, proposant et anciens y appliqueront leurs soins pour y engager et y porter les autres.

S.P. 1716-1717.

XVII. On dira le catéchisme après la prédication, et on donnera des éclaircissements aux mots les plus obscurs.

S.P. 1733 H^{tes} Cév. (3).

XVIII. Les pasteurs et les consistoires veilleront à ce que les fidèles dans les assemblées religieuses, se tiennent d'une manière décente, qu'ils fléchissent les genoux lorsqu'on s'adresse à Dieu par la prière, et qu'ils aient la tête découverte lorsqu'on chantera les louanges du Seigneur, qu'en outre ils se tiennent debout.

Règl. Clar., ch. 1, art. 3

XIX. Dans les assemblées religieuses on fera la lecture de prières ecclésiastiques qui ont été dressées exprès pour cela, et s'il se trouve des personnes affligées de quelque maladie ou par quelque autre accident et qu'elles souhaitent d'avoir part aux prières de l'Eglise, elles se feront annoncer au prédicateur, lequel avertira les fidèles et les exhortera à implorer le secours du Seigneur en faveur de leurs frères affligés.

TITRE X

DES ÉGLISES

S.N. 1744 B. Lang.

S.P. 1759 B. Lang. (3).

S.P. 1768 B. Lang. (6).

S.P. 1772 Montalb.

I. Dans chaque église on sera exact à tenir un registre des baptêmes et des mariages et à y faire signer les témoins en nombre suffisant, savoir, deux aux baptêmes et quatre aux mariages, autant que l'on pourra trouver ce nombre. Outre

- ce registre, chaque consistoire en tiendra un second sur papier timbré). S.P. 1781 Saint, Aug., Bord.
- II. Les Eglises tiendront un registre (ou note) des protestants décédés chacun en son lieu (et elles seront astreintes à chaque Synode de les montrer (les 3 registres) pour juger s'ils sont en état.) S.P. 1781 Béarn.
S.P. 1782 B. Lang. (3).
S.P. 1782 H^e Lang. (5).
- III. Les Eglises feront leur possible pour avoir chacune leurs diacres. S.N. 1744 B. Lang.
- IV. Pour éviter les abus, les Eglises porteront leurs taxes au Colloque et les remettront au receveur nommé par le Synode qui les donnera à qui il appartiendra. S.P. 1730 B. Lang. (8).
- V. Les Eglises qui refuseront de contribuer selon leurs facultés à l'entretien des pasteurs ne seront point visitées. S.P. 1740 H^e Lang. (12).
S.P. 1746 B. Cév. et Rouerg. (7).
S.P. 1749 B. Cév. (12).
- VI. Les Eglises qui n'envoient pas de députés aux assemblées synodales entreront toutes pour leur cote part dans les frais qui se feront pour ces sortes d'assemblées. S.P. 1760 B. Lang. (10).
- VII. Aucune Eglise ne pourra faire prêcher aucun pasteur ni prédicateur sans le consentement du pasteur du quartier et du consistoire. S.P. 1745 B. Lang. (4).
- VIII. On établira dans chaque église un nombre de jeunes gens pour soulager les anciens dans leurs fonctions et pour faire régner l'ordre dans les assemblées religieuses. S.P. 1759 Viv. et Velay
- IX. Pour se conformer à l'esprit de la discipline ecclésiastique qui veut qu'aucune Eglise n'ait de supériorité sur l'autre, chaque Eglise aura à son tour le droit de la convocation du Colloque d'où elle ressort. S.P. 1788 H^{tes} Cév. (7).
- X. Dans chaque Eglise il y aura un secrétaire et un trésorier pour recevoir les deniers des pauvres et ceux du ministère. Règl. des B. Cév. (20).

Règl. des B. Cév. (23). XI. Chaque Eglise tiendra un état circonstancié des dépenses qu'elle sera obligée de faire soit pour les maladies de Messieurs les pasteurs, proposants ou élèves ou pour autre chose. Ce qu'étant porté au Synode, la répartition en sera faite sur la province.

S.N. 1736 H^{tes} Cév. XII. L'union des Eglises consiste dans la conformité de la foi, du culte, de la discipline et dans une exacte correspondance entre les provinces, soit en temps de persécution, soit en temps de calme, comme aussi dans la contribution des dépenses qu'on est obligé de faire pour le lien de la cause commune.

S.N. 1763 B. Lang. XIII. Une exacte correspondance entre toutes les Eglises du royaume étant jugée nécessaire, on enjoint à chaque province de nommer un correspondant pour écrire de trois mois en trois mois à toutes les autres provinces et les informer des choses importantes qui se passeront dans leurs districts respectifs.

S.N. 1726 Viv. XIV. Les corps synodaux seront obligés de se secourir réciproquement selon qu'il sera besoin de pasteurs, proposants, S.P. 1723 B. Lang. (3). ou argent pour le relèvement des maisons que la persécution S.P. 1724 Viv. (4). pourrait abattre, ou pour le soulagement des pauvres et prisonniers qu'elle pourrait faire, et surtout lorsque le mal serait si grand que les Eglises d'un corps synodal ne pourraient pas y suppléer. Et pour cet effet chaque corps synodal aura soin d'ordonner des collectes pour établir des fonds, ou bien si l'on recevait des nouvelles des besoins advenus et qu'il n'y eût pas encore de fonds, les pasteurs et proposants exhorteront les anciens de procéder incessamment à des collectes pour ce sujet.

Règl. Clar., ch. x, art. 1 XV. Nulle Eglise ne pourra prétendre aucune primauté ni aucune domination sur une autre Eglise, ni une province sur

une autre province; mais s'il survient quelque accident à une Eglise particulière qui demande une assemblée ecclésiastique, cette Eglise, où le cas sera arrivé, s'adressera au pasteur qui sera préposé pour la desservir, et ce pasteur avertira ses collègues et on s'assemblera pour délibérer sur les moyens qu'on pourra mettre en usage pour remédier au mal qui sera déjà arrivé.

TITRE XI

DU CATÉCHUMINAT

I. Dans chaque consistoire il sera élu une personne pour l'enseignement de la jeunesse, et les pères et mères seront exhortés d'envoyer leurs enfants au catéchisme qu'elle fera tous les dimanches. Ceux qui négligeraient de le faire seront suspendus de la Sainte Cène

S.P. 1779 Thiér., Pic., Camb., Orl. et Ber. (11).

II. Tous les dimanches des assemblées communes, c'est-à-dire lorsqu'il n'y aura point de communion, ou jour de jeûne, le ministre ou proposant fera répondre le catéchisme à la jeunesse (il lui fera réciter l'oraison dominicale, le symbole des apôtres et les commandements).

S.P. 1749 Poit. (17).
Règl. Clar., ch. II, art. 5.
S.P. 1730 Viv. (4).

III. L'importance du catéchisme ayant été reconnue, MM. les pasteurs feront alternativement dans les Eglises confiées à leurs soins, un sermon et un catéchisme.

S.P. 1773 Viv. et Velay (4).

IV. Les jeunes gens qui auront été instruits et examinés pour être admis à la Sainte Cène ne seront reçus que deux fois l'an, savoir : à la fête de Pâques et à la communion de septembre.

S.P. 1731 B. Lang. (5).

TITRE XII

DU BAPTÊME

- S.P. 1746 B. Lang. (2). I. Les pasteurs et anciens feront tous leurs efforts pour obliger tous les fidèles qui auront des enfants à baptiser de les porter aux assemblées publiques.
- S.P. 1749 Poit. (7). II. Les frères qui apporteront des enfants aux assemblées pour être baptisés sont exhortés de mettre les noms et les dates par écrit et de le donner au ministre pour qu'il puisse enregistrer dans les formes, et ceux qui ne savent point écrire s'adresseront à leurs anciens qui mettront le tout en écrit en due et bonne forme, conformément au modèle qu'on leur donnera.
- S.P. 1749 Poit. (5).
S.P. 1759 Béarn (7). III. On ne recevra aucune personne pour parrain et pour marraine au-dessous de 14 ou 15 ans sans une attestation par écrit de leurs anciens. De plus, ceux qui présenteront des enfants au baptême, il faut qu'ils aient communiqué, ou qu'ils soient dans le sentiment ou en état de le faire. Pour cet effet ils se présenteront devant leurs anciens, avant que de présenter les dits enfants, pour être examinés et savoir s'ils sont suffisamment instruits. Le tout conformément à la Discipline.
- Rég. Clar., ch. xvi,
art. 5. IV. Immédiatement après l'administration du baptême le ministre adressera une exhortation au parrain et à la marraine, et il leur fera comprendre le mieux qu'il lui sera possible la grandeur des engagements et des promesses qu'ils ont faites, et combien ils sont obligés de les effectuer en faveur de l'enfant qu'ils ont présenté.
- S.P. 1746 B. Lang. (7).
S.P. 1721 Viv. (10). V. Ceux qui feront baptiser leurs enfants dans l'Eglise romaine seront suspendus de la Sainte Cène pendant un an

(deux ans), Ceux qui, après avoir fait baptiser au Désert un ou plusieurs enfants en feront baptiser quelqu'autre à l'Eglise romaine seront exposés à la même peine pendant dix-huit mois. Ceux qui, après les avoir fait baptiser au Désert les feront rebaptiser par les prêtres seront suspendus de la Sainte Cène pendant deux ans. Et, après le temps marqué ci-dessus, le consistoire jugera de la repentance des pénitents, et abrègera ou prolongera le temps de leur pénitence.

S.P. 1751 B. Lang. (3).

VI. Comme la vocation des prêtres a dégénéré et que leur baptême est accompagné de cérémonies superstitieuses, même qu'ils l'administrent dans la vue d'introduire ceux qu'ils baptisent dans une Eglise superstitieuse et Idolâtre. Ceux qu'ils auront baptisés avant de faire leur première communion, rectifieront les vues dans lesquelles ils ont été baptisés, et promettront de renoncer à l'Eglise romaine.

Règl. Clar., ch. xvi,
art. 3.

TITRE XIII

DE LA CÈNE

I. Dans le temps qu'on administrera la Sainte Cène, on fera la lecture de quelques chapitres de l'Ecriture sainte les plus convenables au sujet, et dans un lieu un peu écarté de la table du Seigneur. Cet exercice ne sera point interrompu, à moins que quelque pécheur repentant ne voulût faire réparation, ou quelqu'un qui n'aurait pas encore été communier voudrait être reçu à la communion; car, dans ces cas on interrompra la lecture, et le pasteur, étant monté en chaire, parlera à l'un et à l'autre à haute voix.

Règl. Clar. ch., xvii,
art. 5.

II. Lorsqu'il y aura des jeunes gens qui seront dans l'intention de communier, ils le feront savoir aux anciens, qui

S.P. 1733 Viv. (3).

S.P. 1771 Poit. (2).

Règl. Clar., ch. xvii, art. 6. prendront le soin d'en avertir les pasteurs ou prédicateurs, et ces jeunes gens seront premièrement examinés, pour bien juger s'ils sont sages, et s'ils ont assez de connaissance pour être reçus à ce Saint Sacrement.

Règl. Clar., ch. xxx, art. 2. III. Avant de recevoir les jeunes gens à la communion, on exigera d'eux une promesse par laquelle ils promettront publiquement et devant la Table du Seigneur de renoncer absolument à toutes les superstitions et Idolâtries et à toutes les doctrines, qu'ils reconnaîtront fausses. Ils promettront d'être fidèles à Dieu, et de lui obéir selon les commandements pendant toute leur vie.

S.P. 1743 B. Cév. (10).
S.P. 1779 Thier., Pic.,
et etc. (27). IV. La communion ne sera donnée dans nos Eglises que quatre fois l'année, conformément à la coutume de nos pères.

S.P. 1779 Thier., Pic.,
etc. (30). V. On ne recevra nulle personne à la Sainte Cène, qui ne soit membre de l'Eglise, à moins qu'elle ne se soit pourvue d'une des marques (1) des anciens de l'Eglise où elle réside ou, à défaut, d'une attestation.

S.P. 1779 Thier., Pic.,
etc. (37). VI. Les fidèles s'approcheront deux à deux de la Table Sacrée pour participer à la Sainte Cène.

S.P. 1745 B. Cév. (12).
S.P. 1749 Poit. (10). VII. Les fidèles ne pourront pas communier hors de leur province et de leur Eglise, sans un certificat de leur pasteur ou du consistoire d'où ils dépendent.

S.P. 1745 H^{tes} Cév. (6).
S.P. 1753 H^{tes} Cév. (6). VIII. Aucun pécheur scandaleux ne sera admis à la communion des Eglises, après en avoir été retranché, que le consistoire ne lui ait donné la permission de communier d'une unanimité de suffrages.

(1) On veut parler ici des méreaux, sorte de jetons donnés par les anciens aux fidèles qu'ils reconnaissaient dignes de participer à la Sainte Cène. En s'approchant de la table de communion chaque fidèle remettait son méreau à un ancien chargé de les recueillir.

IX. Ceux qui auront été nés de père et de mère catholiques romains, ou qui auront été élevés dans la religion romaine, s'ils reviennent de leur égarement et qu'ils se convertissent au Seigneur, après qu'ils auront fait profession de pur Evangile, et prouvé par leur pratique, qu'ils ont embrassé la vérité et qu'ils sont véritablement convertis, s'ils souhaitent de communier, on aura soin de les instruire et de les interroger en particulier, et ensuite on leur fera faire au-devant de la Table du Seigneur et à haute voix, les (questions d'usages.)

Règl. Clar., ch. xvii,
art. 7.

TITRE XIV

DU MARIAGE

I. On ne bénira point de mariage les jours de jeûne ou de communion.

S.P. 1749 Viv. (4).
S.P. 1750 H^{tes} Cév. (3).

II. On ne bénira le mariage de ceux qui viennent épouser dans une Eglise autre que la leur que s'ils apportent des témoignages suffisants du consistoire de leur Eglise ou au moins le témoignage de trois ou quatre anciens sans reproches. (S'ils n'ont pas ces témoignages ils seront censurés et suspendus de la Sainte Cène.)

S.P. 1728 Viv.
S.P. 1745 B. Cév. (13).

III. Les pasteurs ne pourront donner la bénédiction nuptiale dans un autre district que le leur (sans le consentement du pasteur du lieu ou de son consistoire).

S.P. 1749 B. Lang. (11).
S.P. 1788 Viv. et Velay
(8).
S.P. 1753 B. Cév. (5).

IV. Les pasteurs ne béniront point de mariages que préalablement les bans n'aient été publiés, et lors de la bénédiction ils appelleront quelqu'un des membres du consistoire comme aussi lorsqu'ils baptiseront les enfants. (Les fiancés ne pourront être mariés qu'après s'être fait publier trois dimanches consécutifs.)

S.P. 1749 B. Lang. (10).
S.P. 1749 Poit. (9).
S.P. 1779 Thier., Pic.,
etc. (12).

Règl. Clar., ch. xviii,
art. 6.

V. Autant que faire se pourra les mariages seront bénis dans une assemblée publique. Et lorsque la prudence ne permettra pas de les bénir publiquement on les bénira dans une société en présence de quelques fidèles et du consistoire de l'Eglise de laquelle les parties seront membres. Mais si les fiancés se trouvent de quelque lieu éloigné l'un de l'autre et que les deux consistoires ne puissent pas être présents à la bénédiction du mariage, on donnera avis par lettre à celui qui sera absent du jour où le mariage devra être consommé et on lui demandera un certificat ou son approbation.

Règl. Clar., ch. xviii,
art 7.

VI. La bénédiction des mariages sera enregistrée dans un registre que chaque pasteur tiendra en son particulier, où il se signera au bout de chaque article, et de chaque page; même si la prudence le permet il y fera signer les parties et deux ou trois témoins.

S.P. 1782 H¹ Lang. (12^e).

VII. Il est défendu de bénir des mariages entre germains ou issus de germains.

S.P. 1782 Saint., Ang.,
Bord. (6^e).

VIII. On ne procédera à la bénédiction de mariages mixtes qu'au préalable la partie de religion contraire n'ait fait profession de protestantisme au moins six mois avant la passasion du contrat de mariage.

S.P. 1786 Saint., Ang.,
Bord. (11).

IX. Il suffira, sans avoir égard à l'époque du contrat, de mettre l'intervalle prescrit de six mois entre la date de la déclaration des sentiments religieux de la partie qui désire entrer dans notre communion et la bénédiction nuptiale pour pouvoir y procéder.

S.P. 1740 Viv. (3^e).
S.P. 1749 Poit. (13^e).
S.P. 1782 Viv. et Velay
(3^e).

S.P. 1732 Viv. (3^e).

X. Ceux qui habitent ensemble sans avoir fait bénir leur mariage selon la liturgie et les formes ordinaires dans nos Eglises seront vivement censurés par un pasteur ou un prédicateur à la face d'une assemblée et ensuite suspendus de la Sainte Cène autant de temps que les pasteurs, conjointement

avec le consistoire, le jugeront à propos. (Ils pourront même être chassés de la compagnie des fidèles.) S.P. 1765 Poit. (7).

XI. Les pasteurs censureront publiquement ou en particulier, selon l'exigence des cas, tous ceux dans le contrat du mariage desquels il se trouvera cette clause : « lesquelles parties promettent de faire solenniser leur mariage selon la forme accoutumée de la Sainte Eglise C. A. R. » S.P. 1746 B. Lang. (3).

XII. Tous ceux d'entre les protestants qui feront des démarches tendant à faire bénir leur mariage par les prêtres de l'Eglise romaine seront censurés de vive voix ou par écrit par les pasteurs du quartier et s'ils ne donnent des marques de repentance ils seront excommuniés du consentement du consistoire après avoir été proclamés pendant trois fois dans les assemblées. Mais s'ils donnent des marques de pénitence et qu'ils désirent être reçus à la paix de l'Eglise, dans ce cas on assemblera le Colloque, où il sera jugé si on doit répondre à leur demande ou prolonger le temps de leur pénitence S.P. 1746 B. Lang. (6)

XIII (1). Obligés à l'avenir de faire publier et afficher nos bans par le juge à la porte de l'Eglise paroissiale, il faudra suivre cette loi sans abandonner notre usage; outre qu'on ne nous y oblige pas il est très convenable que les protestants soient instruits des mariages qui se contractent au milieu d'eux et ils ne peuvent bien l'être qu'autant que les bans seront publiés dans leurs assemblées religieuses. S.P. 1788 H¹ Lang. (2).

XIV. Comme une naissance ne doit être déclarée que lorsque le baptême est administré, ainsi on ne doit faire la déclaration d'un mariage que lorsqu'il a été béni. Outre que l'édit le suppose, évidemment il est certain que si on le fai- S.P. 1783 H¹ Lang. (2).

(1) Les articles XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, furent arrêtés après la publication de l'édit de 1787 qui rendait aux protestants leur état civil.

sait d'une autre manière le peuple à la longue se croirait marié par le juge et nullement par le pasteur ce qui renverserait l'ordre naturel des choses et nuirait bientôt aux bonnes mœurs.

S.P. 1788 H¹ Lang. (2). XV. Quoi que les bans aient été publiés dans nos assemblées religieuses sans opposition, nul pasteur ne pourra départir la bénédiction nuptiale sans qu'on ne lui produise le certificat du juge, soit des dispenses si on en a obtenues, soit de publication des bans, et cela sous peine de suspension.

S.P. 1788 H¹ Lang. (2). XVI. N'étant pas permis aux ministres de donner de certificat de mariage, de baptême, ni de mort, la présente assemblée le leur défend sous peine de suspension.

S.P. 1788 H¹ Lang. (2). XVII. Si quelqu'un obtenait du gouvernement, ce que nous ne présumons pas, des dispenses de mariage dans quelques-uns des degrés que la loi divine défend, aucun pasteur ne pourra se prêter à bénir de tels mariages, mais il continuera de suivre avec scrupules ce que la Discipline prescrit à ce sujet.

S.o. 1788 H¹ Lang. (2). XVIII. Tout protestant qui ferait à l'avenir bénir son mariage ou baptiser ses enfants à l'Eglise romaine, se trouvant entièrement sans excuse, serait traité selon la rigueur de la Discipline.

TITRE XV

DES RÉGLEMENTS OU AVERTISSEMENTS PARTICULIERS

S.N. 1744 B. Lang. I. Les fidèles sont exhortés à souffrir patiemment les mauvais traitements auxquels ils pourraient être exposés pour la religion, et à n'entrer dans aucune conversation où l'on traite des questions de controverse qui ne font qu'irriter les esprits.

II. Les fidèles éviteront de porter aucun scandale en travaillant les jours de fête. S.N. 1744 B. Lang.

III. On doit destiner deux heures à la dévotion du dimanche où tous ceux de la maison se doivent rendre. S.P. 1716-1717.

IV. Les pères et les mères, et en général tous ceux qui sont regardés comme les directeurs des familles seront exhortés de prendre garde à tous ceux qui sont sous leur direction, et de faire en sorte que tous les membres de leur société se conduisent honnêtement, et qu'ils rendent au Seigneur les hommages et les adorations religieuses qui sont dues à sa majesté souveraine. Règl. Clar., ch. xiv, art. 1.

V. Les jours de dimanche et avant que de laisser sortir de leur maison aucun de leur famille, ils liront ou ils feront lire quelques chapitres de l'Écriture sainte, chanteront quelques psaumes, feront le catéchisme et la prière à laquelle ils appelleront leurs domestiques et leurs mercenaires s'ils en ont dans leur maison, à moins qu'ils ne fussent de religion contraire, et qu'à cause de la diversité de sentiment ils ne méprisassent la lecture et la prière. Règl. Clar., ch. xiv, art. 2.

VI. Ceux qui ont des domestiques seront exhortés à traiter avec douceur ceux qu'ils ont à leur service, à les regarder comme leurs frères en Christ, et à les instruire comme s'ils étaient leurs enfants ; et s'il y en a qui en aient de religion contraire, ils seront exhortés à instruire soigneusement leurs serviteurs, afin que, s'il est possible, on les amène à la connaissance du Seigneur Jésus par de bonnes instructions. Règl. Clar., ch. xiv, art. 3.

VII. Les chefs ou les pères et les mères de familles prendront soin que leurs enfants et leurs domestiques fréquentent les exercices de piété et qu'ils participent à la Sainte Cène toutes les fois que le Seigneur leur en procurera le moyen. Ils les exhorteront à fuir les mauvaises compagnies, Règl. Clar., ch. xiv, art. 5.

à s'éloigner de tous ceux dont la conduite est déréglée, à ne participer en aucune manière soit directement soit indirectement aux superstitions, ni à l'idolâtrie ni à aucune mauvaise œuvre. (Tous ceux qui se souilleront du péché abominable d'idolâtrie à l'occasion des mariages ou baptêmes, seront excommuniés s'ils persistent dans leurs mauvais desseins.)

S.P. 1720 Cév.

S.P. 1730 Cév. (4).

VIII. Après avoir suffisamment exhorté les pères et mères, tuteurs et curateurs à ne plus envoyer leurs enfants et mineurs aux instructions de l'Eglise romaine, non plus qu'à la messe, s'ils s'obstinent, (ils seront excommuniés) (seulement privés de la Sainte Cène) ; poursuivis par la Discipline.

S.P. 1730 Viv. (4).

S.P. 1746 B. Lang. (8).

S.P. 1750 B. Lang. (10).

S.P. 1731 B. Lang. (6).

IX. Les membres de nos Eglises qui pour se dispenser de payer les droits dûs au Roi feront ou autoriseront la contrebande, soit pour eux-mêmes, soit pour d'autres, seront d'abord censurés, et s'ils y retombent, exposés à la rigueur de l'excommunication majeure.

S.P. 1749 Poit. (16).

X. La plupart des marchands qui sont de notre sainte religion ne se faisant aucune difficulté ni aucun scrupule d'ouvrir leurs boutiques et de vendre et de négocier le jour du Saint Repos comme si c'était un jour sur semaine, au grand scandale de l'Eglise, nous les exhortons à ne plus continuer, sans quoi nous serons obligés de les suspendre de la Sainte Cène, jusqu'à ce qu'ils se soient déterminés d'abandonner un procédé si criant, si contraire à la religion et aux déclarations formelles de la Parole de Dieu.

S.P. 1763 Poit. (3).

S.P. 1746 B. Lang. (5).

XI. Ceux d'entre les notaires qui font profession de la religion protestante et qui recevront des contrats de mariage, soit des protestants ou des catholiques romains où ils mettront cette clause : « dans la Sainte Mère Eglise C. A. et R. » seront censurés de vive voix ou par écrit, et s'ils ne se re-

pentent, ils seront poursuivis selon la rigueur de la Discipline.

XII. Ceux qui feront enterrer leurs morts par les prêtres de l'Eglise romaine seront suspendus de la Sainte Cène pour trois mois et ne pourront être admis à la paix de l'Eglise qu'après une réparation publique. S.P. 1746 B. Lang. (9).

XIII. Il est ordonné à tous les fidèles de nos Eglises de n'acheter aucun livre aux assemblées ou ailleurs, le jour du dimanche ne voulant pas qu'on fasse du jour sacré du Saint Repos un jour de marché sous peine de censures ecclésiastiques. S.P. 1749 Poit. (6).

XIV. Les fidèles qui mangeront, qui boiront ou qui auront des commerces familiers sous quelque prétexte que ce soit avec les personnes excommuniées, seront censurés vivement, et s'ils persistent, ils seront suspendus jusqu'à ce qu'ils aient discontinué. S.P. 1753 H^{tes} Cév. (4).

XV. Aucun musicien ne pourra exercer sa profession dans aucun lieu, sans le consentement du pasteur et des anciens de ce même lieu. S.P. 1759 B. Lang. (9).

XVI. Tous les protestants qui non contents de se joindre aux catholiques romains pour empêcher les progrès de l'Evangile, détournent les autres protestants d'aller aux saintes assemblées, de prêter du secours aux ministres et les menacent de les citer ou de les faire citer devant les puissances, seront excommuniés après leur avoir représenté leur tort. S.P. 1760 H^t Lang. (7).

XVII. Ceux qui ornent le devant de leurs maisons le jour de la Fête-Dieu seront suspendus de la participation à la Sainte Cène. S.P. 1761 B. Lang.
S.P. 1762 Saint., Ang.,
Périgord (9).

TITRE XVI

DE L'AUMÔNE ET DU JEÛNE

S.P. 1733 Viv. (4).

I. Les anciens et les particuliers prendront garde à ne donner aucun argent des pauvres à des étrangers, s'ils ne sont munis de bonnes attestations signées par les ministres ou par les prédicateurs.

S.P. 1786 Montalb. (2).

II. Il ne sera expédié ni accordé aucun certificat aux pauvres courant les Eglises pour y demander du secours, et, dans le cas où il serait juste et nécessaire de recommander certains pauvres, on ne le fera qu'en écrivant aux pasteurs de l'Eglise à laquelle on voudra les adresser, ayant la précaution d'écrire par toute autre voie que celle de ceux qui en seront les objets, et de les signaler de manière à éviter toute méprise.

Règl. Clar., ch. xx,
art. 2.

III. Chaque consistoire aura soin de ses pauvres et fera en sorte que personne ne souffre s'il est possible, ni qu'aucun nécessaire soit obligé d'aller chercher du secours ailleurs que dans l'Eglise de laquelle il sera membre ; mais ce sera le plus secrètement qu'il se pourra, se souvenant toujours que le Seigneur ordonne de faire l'aumône sans affectation.

IV. Puisque les femmes veuves et les enfants orphelins sont au nombre de ceux que l'Ecriture recommande principalement, et qui peuvent être exposés à de plus grandes souffrances s'ils se trouvent dans la disette. Les anciens veilleront exactement sur ce fait et que les veuves et les orphelins nécessaires soient secourus le plus tôt qu'il sera possible.

S.N. 1730 Viv. (7).

V. Pour ce qui est des jeûnes, on a jugé à propos de ne point fixer un jour dans un avenir assez éloigné, à cause que

nos ennemis pourraient veiller avec beaucoup plus d'exactitude, et par là même pouvoir nous causer du dommage, mais que chaque corps synodal pourra dire simplement qu'on célébrera deux ou trois jeûnes pendant l'année, mais à l'égard du jour il sera laissé à la prudence des pasteurs et des prédicateurs conjointement pour les faire célébrer dans le temps et le jour le plus convenable; toutefois, pendant le temps qu'il sera jugé nécessaire et pour se conformer au règlement déjà établi, chaque synode national pourra en marquer un général, mais le jour fixé ne sera point inséré dans les règlements.

CHAPITRE III

COMMENT FUT APPLIQUÉE LA DISCIPLINE DU DÉSERT

La Discipline du ^{xviii}^e siècle fut opportuniste. C'est dire qu'elle fit une large part aux circonstances présentes. Ceux qui furent chargés de l'appliquer, usèrent de toutes sortes de ménagements. Quel tact ne fallait-il pas au prédicant pour juger des fautes si nombreuses qui se présentaient tous les jours ; avec quelle finesse il lui fallait saisir et bien comprendre les circonstances atténuantes qui excusaient un peu l'infidélité commise ; et de quelle charité ne devait-il pas user pour faire accepter au coupable la peine disciplinaire qu'il avait méritée.

Ces difficultés furent surmontées et même dans des questions aussi graves que celles de la bénédiction des mariages et du baptême des enfants à l'église romaine, questions au sujet desquelles Antoine Court écrivait : « Les mariages et les baptêmes, solennisés dans l'Eglise romaine furent toujours notre pierre d'achoppement et le mauvais côté de nos affaires sur la religion »,

la Discipline habilement appliquée triompha peu à peu.

Sans pitié pour l'apostasie, sous quelque forme qu'elle se manifestât, elle ouvrait largement ses bras pour recevoir le failli repentant. Sauf de très rares exceptions, elle ne chassait pas de l'Eglise le chrétien tombé elle le privait de la Sainte Cène, jusqu'à ce qu'il eût reconnu et regretté sa faute. Cette seule privation était déjà bien sévère. Presque toujours, elle remplissait le cœur du fidèle de remords et de tristesse, et l'amenait bientôt à demander en pleurant sa lâcheté d'être admis à la paix de l'Eglise.

Nous ne saurions donner une idée plus juste de la mesure de douceur et de fermeté avec laquelle cette Discipline fut appliquée, qu'en racontant brièvement les tristes événements qui troublèrent, à plusieurs reprises, et profondément, la vie des Eglises, nous voulons parler des schismes de Jean Huc, de Vesson et de Boyer.

Jean Huc, l'un des pasteurs qui avaient assisté aux premières réunions d'Antoine Court, et qui avait adhéré aux règlements alors arrêtés, déclara tout à coup que ce n'était point un péché de se marier dans l'Eglise romaine, et par un raisonnement qu'un jésuite n'eût pas désavoué, il déclara encore qu'on pouvait signer la formule d'abjuration que présentait le prêtre, attendu qu'il ne s'agissait, dans cette formule, que de renier la religion de Calvin, et non celle du

Christ. Dangereuses doctrines, soutenues à un pareil moment. Que de fidèles qui n'eussent pas mieux demandé que d'être en règle avec leur curé, pour ne point avoir à redouter de persécution. Court et ses collègues, effrayés des conséquences qui pouvaient résulter de la prédication de Jean Huc n'hésitèrent pas à lui appliquer la Discipline dans toute sa rigueur et le déposèrent. Mais ce dernier avait eu le temps de réunir autour de lui nombre de partisans séduits par son christianisme facile et, soutenu par eux, il méprisa la décision du Synode.

La Discipline intervint à nouveau pour détacher de Huc ses adhérents, et suspendit de la Sainte Cène tous ceux qui, désormais, suivirent le pasteur schismatique; qui l'eût emporté dans cette lutte, si elle se fût prolongée? probablement le parti de l'ordre; mais un autre dénouement plus rapide et inattendu la termina. Huc fut fait prisonnier et pendu à Montpellier.

Vesson, lui aussi l'un des prédicants qui signèrent les premiers règlements du Désert, occupa par deux fois les Eglises du bruit de ses tristes exploits. Caractère indépendant et humeur vagabonde, il trouva gênant de se soumettre à la Discipline et à l'autorité synodale, qui, entre autres choses, lui interdisait (il n'était pas pasteur) de donner les sacrements. Il secoua ce joug importun, cessa presque toute relation avec ses collègues et se créa pasteur.

Aux reproches qu'on lui adressa, il répondit d'une

façon détournée, ou même ne répondit pas du tout. Appelé devant un Synode, il n'y vint pas. L'assemblée usa de son pouvoir et le déposa. L'article du Synode du 7 février 1718 qui rapporte le fait est fort sévère pour Vesson, qui est condamné pour « beaucoup de fautes et crimes notables ». Mais à la suite de l'énumération des griefs, nous lisons qu'il fut admonesté jusqu'à trois fois, puis prié de venir devant un Synode, et enfin, après avoir été obligé de le condamner, on ajoute que la peine disciplinaire qu'on lui inflige sera levée s'il se repent. Vesson essaya de lutter, mais il y renonça bientôt et se repentit.

La Discipline avait été la plus forte.

La leçon ne profita guère à notre prédicant. Peu après avoir été rétabli dans sa charge, il recommença sa vie d'autrefois sans tenir compte des observations de Court.

Bientôt même il se jeta parmi les inspirés, qui le prirent pour chef. Le Synode s'assembla de nouveau, et, malgré les nombreux partisans de Vesson, il le déposa pour la seconde fois. Grande fut l'indignation des inspirés et de ceux qui suivaient leurs assemblées. Un courant puissant d'opposition se forma contre la Discipline qui condamnait l'inspiration et les pasteurs qui l'appliquaient. La situation était plus grave que jamais; une fermeté inébranlable pouvait seule assurer le triomphe de l'ordre. Une véritable campagne fut entreprise. Deux pasteurs suivirent Vesson dans les

localités où il prêchait, combattant partout son influence. La Discipline frappa avec sévérité tous ceux qui favorisaient le schisme, et on demanda au professeur Pictet (de Genève) d'intervenir. Ce dernier écrivit sa « *Lettre sur ceux qui se croient inspirés.* »

Tant de peine ne pouvait être perdue. Vesson, malgré ses mensonges, ne sut pas conserver son autorité. Il fut abandonné, quitta probablement les Cévennes, et fait prisonnier dans les plaines du Gard, il fut pendu à Montpellier.

Dans ce double schisme de Vesson, les deux modes d'application de la Discipline nous apparaissent très nettement. La première fois, tout en condamnant, le Synode parle de repentir, de relèvement et par là même encourage le prédicant déposé à demander sa grâce ; mais la seconde fois, quand il est bien reconnu qu'on a à faire à un méchant homme qui peut compromettre l'avenir des Eglises, la Discipline seule élève la voix et condamne non seulement le coupable, mais ceux qui le soutiennent, et les oblige à rentrer dans l'ordre.

Le schisme Boyer fut plus grave que les précédents. Ce n'était plus un prédicant capricieux contre lequel on avait à sévir, c'était un ministre dont la conduite austère et pieuse avait trouvé beaucoup d'admirateurs. Sévère pour lui-même, il était intraitable pour ceux qui tombaient en faute et leur appliquait impitoyablement la Discipline.

Soudain on apprend que cet homme sérieux n'est

qu'un hypocrite et qu'il vient de rendre mère une de ses jeunes paroissiennes. Grand émoi dans les Eglises. Les rigueurs de Boyer avaient indisposé ses collègues contre lui. Ils l'accusèrent violemment. Boyer nia ce qu'on lui reprochait et se justifia devant ses Eglises qui promirent de le défendre. Fort de cet appui, il devint insolent vis-à-vis des autres pasteurs. Claris, écrivant à Court, lui disait : « Boyer est un homme qui nie tout, qui menace tout le monde, les uns de les interdire, les autres de les excommunier, des troisièmes de les rosser de coups de bâton et les autres de les faire pendre. » On le voit, Boyer était d'humeur assez intraitable. Un synode se réunit, Boyer est appelé, mais il ne reconnaît pas la compétence de l'assemblée pour le juger, pas plus que celle de l'Académie de Lausanne qu'on lui propose. Voyant qu'il ne veut d'aucun juge, on le dépose. Alors commence, comme à l'époque du second schisme Vesson, une période de troubles qui, cette fois, dure longtemps (14 ans). Tous les moyens sont mis en œuvre pour ramener la paix dans les Eglises; aucun ne réussit. On écrit alors à Antoine Court et on le supplie de venir terminer cette triste affaire. Il accepte cette mission, revient en France et travaille à son œuvre de réconciliation.

Fort heureusement pour les Eglises, le succès couronna ses efforts.

Ici encore la Discipline avait été respectée. Ce ne fut pas par un compromis que le schisme Boyer se

termina, ce fut par voie disciplinaire, et le ministre schismatique dut accepter d'être suspendu pendant quinze jours de sa charge avant d'être solennellement réintégré.

Ces exemples venus de haut étaient bien propres à montrer aux protestants avec quelle impartiale justice la Discipline voulait être appliquée, et plus que bien des admonestations faisaient pénétrer dans les esprits la soumission à l'autorité synodale en ces matières.

CHAPITRE IV

LA DISCIPLINE DE 1559 ET LA DISCIPLINE DU DÉSERT

Etablissons d'abord ce qu'il faut entendre par : la Discipline de 1559. On donne ce nom en effet, non seulement aux quarante ou quarante-deux articles votés le 28 mai 1559 à Paris par le premier Synode, mais encore aux nombreuses éditions retouchées et augmentées qui ont été publiées dans la suite. Il y en a jusqu'à vingt-neuf. Ces éditions ne sont que le développement des quarante-deux premiers articles, rien n'est changé dans le caractère général de cette Discipline, et nous avons cru bien faire en nous en tenant au texte primitif (1).

Comment se forma la discipline de 1559 ? C'est sous François I^{er} que la Réforme commença à s'établir en France.

(1) Nous avons en sous les yeux celui que donne l'*Histoire des Martyrs*, de Crespin (Toulouse, 1887). Cette édition mentionne au bas des pages les variantes du texte rapporté par Théodore de Bèze et celles du texte donné par La Place.

Au début, ce furent bien moins les prédicateurs comme Lefèvre d'Étaples et autres qui contribuèrent à lui gagner des adhérents, que la lecture individuelle de la Parole de Dieu abondamment répandue par les colporteurs. Les conversions se firent peu à peu, mais chaque converti, persuadé de l'excellence des vérités que défendait la Réforme et qu'elle opposait aux erreurs de Rome, devenait un ardent apôtre de la nouvelle cause. Il travaillait à éclairer ceux qui l'entouraient, et, avec plus ou moins de peine, arrivait à en convaincre quelques-uns. Ainsi allait s'étendant peu à peu le nombre des protestants. Quoi de plus naturel que ceux qui restaient dans la même ville aient cherché à se voir pour méditer la Parole de Dieu et s'encourager à la lutte. Ces petits conciliabules ne tardèrent pas à prendre de plus grandes proportions, ce furent bientôt de véritables Eglises. C'est alors que chacune prenant conscience d'elle-même, s'organisa d'après les indications qu'elle trouvait dans la Bible.

Il y eut donc, à un moment en France, de divers côtés, de petites Eglises qui, sans se connaître, poursuivaient avec ardeur le même but. Elles ne s'ignorèrent pas longtemps et éprouvèrent bientôt le besoin de se donner plus de force en s'unissant. Le premier Synode fut décidé. Paris, plus que toute autre ville, était favorable à la réunion des députés des Eglises ; au milieu de l'agitation de la capitale, leur présence devait passer inaperçue. Ce fut au mois de mai 1559

qu'ils se réunirent et qu'ils arrêtaient avec la confession de foi la Discipline ecclésiastique. Lorsqu'ils se séparèrent, ils avaient jeté les bases d'une fédération d'Eglises d'où devait sortir l'Eglise réformée de France.

A priori, on peut dire qu'entre la Discipline de 1559 et celle du Désert, il n'y a aucune différence fondamentale, car la seconde supposa toujours la première, la confirma et la compléta. Nous retrouvons en effet dans notre Discipline maintenus avec énergie les deux principes qui étaient à la base de l'ancienne; le principe de l'autonomie de l'Eglise et le principe synodal.

L'affirmation du premier était l'affirmation des droits de l'Eglise à se gouverner elle-même et de son indépendance absolue vis-à-vis de l'Etat; l'affirmation du second était l'affirmation de la force et de l'unité de l'Eglise.

Les différences que nous relèverons entre nos deux Disciplines seront donc de second ordre. Nous en indiquerons deux.

La première vient du mode de formation des deux disciplines: celle de 1559 fut une « constatation », elle vint affermir, régler et développer aussi la vie ecclésiastique qui existait déjà. Elle n'inventa rien de nouveau, mais consacra l'ordre de chose établi. Il suit de là que faite d'un seul jet, elle se présente à nous comme un tout bien ordonné. La Discipline du Désert, au

contraire, est d'un aspect assez décousu. A mesure que la lumière se faisait, que tel ou tel genre d'infidélité se découvrait, les pasteurs du Désert arrêtaient un règlement nouveau, édictaient une défense nouvelle. Quelques séances du Synode de Paris suffirent pour former la première Discipline, la seconde mit des années à se constituer.

Comme conséquence, la Discipline du ^{xviii}^e siècle devait être beaucoup plus logique et plus minutieuse que l'autre. Celle de Paris n'est guère qu'une réglementation des diverses charges qui existaient dans l'Eglise. La part qu'elle fait aux pasteurs, aux anciens et aux diacres est considérable. Mais tous ces règlements particuliers dont le but est de réprimer tel péché bien déterminé, telle apostasie spéciale, et dont est remplie la seconde Discipline, tout cela nécessairement elle l'ignore. Sa portée est plus générale. Elle ne prévient pas et d'ailleurs ne pouvait pas prévenir, par ses défenses et ses peines disciplinaires les infidélités que l'Eglise romaine favorisa et encouragea pendant la période du Désert. Notre Discipline devait en outre être d'autant plus détaillée qu'elle avait à s'occuper d'autres questions étrangères à la première, telles que les « Assemblées » ou les « Prédicants », et qu'elle devait s'étendre beaucoup plus sur les matières qui leur étaient communes.

De la diversité de situation des protestants qui vivaient sous Henri II et de ceux qui vécurent sous

Louis XIV naît une deuxième différence. Celle-ci est dans le ton de l'une et l'autre Discipline.

Au xvi^e siècle les réformés étaient un grand parti avec lequel il fallait compter et n'avaient généralement pas à supporter ces persécutions individuelles et permanentes dont on lassa les protestants du xviii^e siècle. La première Discipline pouvait donc être très rigoureuse et ne pas tenir compte, comme la nôtre, des ménagements qu'il fallait avoir plus tard à l'égard de ceux qui n'avaient ni la foi, ni l'héroïsme nécessaires pour résister à tant de vexations jour après jour renouvelées.

Fallait-il effrayer et par là repousser ces chrétiens dans un état si misérable, par des règlements sévères qui les auraient brutalement condamnés, quelque juste qu'ait été la condamnation? On ne le pouvait pas. Ce n'était que peu à peu qu'il fallait ramener ces âmes coupables en les faisant rentrer en elles-mêmes et en soutenant leur foi défaillante. Les pasteurs du Désert le comprirent, et voilà pourquoi nous lisons dans presque tous leurs règlements à côté d'ordres rigoureux ces mots : « autant que faire se pourra. » L'excommunication, cette arme terrible et toujours prête à frapper les coupables des premières Eglises, à peine en use-t-on au Désert dans les cas extrêmes, et encore après avoir essayé de tous les moyens possibles pour ramener le fidèle égaré.

Nous nous résumons en disant que la Discipline de 1559 fut plus autoritaire, l'autre plus opportuniste.

Mais, à côté des différences secondaires que nous avons signalées, nous constatons chez toutes deux le véritable esprit protestant; cet esprit d'indépendance qui, dans les choses spirituelles, se refuse à abdiquer entre les mains d'une autorité humaine quelconque. Il ressort clairement dans la Discipline du xvi^e siècle rédigée au lendemain de la rupture avec Rome, et nous le retrouvons fidèlement maintenu dans la Discipline du Désert, quelque besoin qu'on éprouvât de fortifier l'autorité synodale.

CONCLUSION

Nous concluons cette étude en disant que la Discipline du Désert, née des besoins de l'époque et répondant aux dures nécessités des circonstances, était excellente pour cette période de la vie des Églises comme la Discipline du xvi^e siècle l'avait été à son heure.

Sans elle, que fût-il advenu du protestantisme français au xviii^e siècle? A quoi bon les héroïques efforts de Court, de Rabaut et de tant d'autres? A quoi bon le sang des martyrs? Tout, même les plus grands sacrifices, eût été vain. Sans cette force de cohésion, les protestants, dispersés au vent des persécutions, n'eussent même plus songé à défendre leur foi. Bientôt, martyrs, exilés ou nouveaux convertis, il n'en fût plus resté sur la terre de France, et la seule voix de quelque illuminé, réfugié dans la montagne, eût été le dernier écho des grandes choses du passé.

La Discipline conserva et fortifia les traditions de l'Église que menaçait un fanatisme maladif; elle releva les faibles et les timides, elle encouragea les vaillants;

aux cœurs de tous elle mit l'espérance. Placée au-dessus des divergences d'opinions et des personnes, sa voix ne fut pas celle de quelques censeurs jaloux, ce fut celle de l'Eglise, et c'est là ce qui nous explique sa grande autorité. Nous bien pénétrer de son esprit est essentiel pour rester dans le grand courant réformé, prétendre l'imiter servilement serait manquer de sagesse. Mais peut-être serait-il bon, au milieu des agitations ecclésiastiques de l'heure présente, de ne point dédaigner l'enseignement que nous donne ceux qui l'ont maintenue et appliquée.

« Hélas! écrivait Corteiz, que serait un corps, une société, une République, un royaume, une armée, sans un ordre, sans une Discipline? L'ordre a de grandes utilités. Il est bon pour réunir les esprits, pour reconseiller les affections, bannir les scandales, humilier les pécheurs, corriger les vicieux; très bon pour conduire les assemblées dûment convoquées, pour secourir les pauvres, pour dissiper l'erreur; en un mot, l'ordre donne une double force pour combattre les ennemis de la piété, les adversaires de la paix et de la concorde; l'ordre est appelé l'âme de l'Eglise et le nerf de la religion (1). »

Un historien de notre temps, M. G. de Félice écrit : « Le manque d'une surveillance régulière et sérieuse est un malheur, un grand malheur personnel, avant

(1) Lettre de Corteiz à Vesson. Hugues, t. I, p. 389.

d'être un malheur commun. En toutes choses, ce qui oblige retient, soutient ou redresse (1). »

Si la Discipline est l'âme même de l'Eglise, une Eglise qui veut vivre ne saurait s'en passer. N'en pas avoir est une inconséquence en même temps qu'un grave danger.

Lui donner une discipline doit donc être l'une des premières, sinon la première préoccupation de ceux qui sont appelés à diriger une Eglise, n'oubliant pas que travailler à son relèvement et à sa grandeur, c'est travailler à l'avancement du règne de Dieu.

(1) De Felice, *Histoire des Synodes nationaux*, p. 311.

APPENDICE

Séminaire de Lausanne.

Ce séminaire avait été fondé en 1725 par Antoine Court pour assurer le recrutement du corps pastoral. L'édit de 1724, qui renouvelait et confirmait les nombreux édits déjà publiés contre les religionnaires, rendait plus périlleux encore, s'il était possible, la tâche des pasteurs. Ceux-ci, d'ailleurs, ne pouvaient répondre à tous les appels qu'on leur adressait. Il fallait de nouvelles recrues, sinon tout le travail déjà accompli était perdu. L'Angleterre et la Suisse répondirent aux appels des pasteurs du Désert et donnèrent des fonds. Un comité fut nommé pour diriger le séminaire, et il envoyait au Synode national tenu dans les Cévennes en 1748 le règlement suivant que nous avons cru devoir reproduire sans le faire entrer dans la Discipline.

Règlement envoyé par MM. les vénérables directeurs du séminaire de nos étudiants.

I

Le séminaire sera composé de douze membres ou pensionnaires, dont il y aura, s'il se peut, en même temps un de chaque province ou tout au plus deux quand il y aura place, lesquels y seront envoyés par l'ordre et le choix des Eglises, et adressés à leurs représentants. Et à leur défaut y seront admis sur la nomination du représentant même, par l'approbation des inspecteurs et directeurs du séminaire.

II

Chaque séminariste ainsi envoyé ou nommé pourra rester dans le séminaire et jouir des avantages qui y sont attachés, pendant deux ans complets, au bout desquels il devra retourner dans sa province et faire place à d'autres, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné, suivant l'occasion.

III

Tout étudiant membre du séminaire, soit qu'il jouisse de quelque pension ou qu'il n'en jouisse pas, sera soumis à l'inspection et direction tant du représentant des Eglises que des supérieurs qui en auront le soin, lesquels, en qualité d'inspecteurs et directeurs du séminaire, jugeront en dernier ressort et sans appels de tous les différends qui pourraient s'élever entre les séminaristes, aussi bien que de tout ce qui regarde leurs études et leur conduite pendant leur séjour au séminaire.

Environ une centaine de pasteurs sortirent du séminaire de 1740 à 1809. Ce chiffre seul dit assez de quelle utilité fut cette école pour les Eglises réformées.

Vu :

Le Président de la soutenance,

G. BONET-MAURY.

Vu :

Le Doyen,

F. LICHTENBERGER.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	Pages 3
------------------------	------------

CHAPITRE PREMIER

NÉCESSITÉS D'UNE DISCIPLINE. — ORDRE ET LIBERTÉ. —	
MÉTHODE DE LA RECONSTITUTION DE LA DISCIPLINE . . .	17

CHAPITRE II

DISCIPLINE DES ÉGLISES DU DÉSERT D'APRÈS LES SYNODES DU	
DÉSERT	24
Des Ministres	24
Des Ecoles	30
Des Proposants	31
Des Anciens et des Diacres	37
Des Consistoires	40
Des Colloques	42
Des Synodes provinciaux	43
Des Synodes nationaux	46
Des Assemblées et des exercices sacrés de l'assem- blée des fidèles	47
Des Eglises	52
Des Catéchuminat	55
Du Baptême	56
De la Cène	57
Du Mariage	59
Des Règlements ou avertissements particuliers . .	62
De l'Aumône et du Jeûne	66

CHAPITRE III

COMMENT FUT APPLIQUÉE LA DISCIPLINE DU DÉSERT	68
---	----

CHAPITRE IV

DE LA DISCIPLINE DE 1559 ET DE LA DISCIPLINE DU DÉSERT .	75
CONCLUSION	81
APPENDICE	85

